

***l'Anti*capitaliste**

n°475 | 9 mai 2019 – 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

TURQUIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

France Télécom: le procès
des briseurs de vies

Page 2

ACTU POLITIQUE

Répression: pourra-t-on encore,
demain, manifester en France?

Page 4



ACTU INTERNATIONALE

État espagnol: la victoire électorale
du PSOE ne règle rien

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Élisabeth Stein sur l'incendie
de Notre-Dame et ses suites.

Page 12



édito

Par CAMARADE BEUB

France Télécom : le procès des briseurs de vies

Ils sont tous coupables ! Quel que soit le jugement que portera une justice que nous savons bridée, il sera issu de ce qui s'annonce comme un procès d'envergure (du 6 mai au 12 juillet), fortement médiatisé. Quelle que soit la condamnation finale des six personnes physiques – toutes des hommes – et de la personne morale mises en examen pour harcèlement moral et complicité, tout le monde le sait, du plus haut responsable politique jusqu'aux tréfonds de l'opinion : ce qu'ils ont fait était criminel.

Coupable Didier Lombard. Coupables, les six autres cadres et hauts dirigeants de la nouvelle France Télécom SA, et la SA elle-même. Tous coupables ! Ils savaient ce qu'ils faisaient, et ils assumaient de commettre ce qu'ils savaient être un potentiel crime industriel de masse, tel que le suggère M^e Teyssonière, avocat des parties civiles. En effet, comment qualifier autrement le contournement, par un plan massif de licenciement déguisé, du droit de la fonction publique en son cœur, la protection de l'emploi ? Et de choisir de procéder à grands renforts de menaces, de pressions, de flicage permanent des salariéEs, afin de pousser au désespoir toutes celles et ceux qu'on ne pouvait licencier ? Et de tenter d'armer par une offensive idéologique de chaque instant tout l'encadrement intermédiaire afin qu'il participe au dégraissage de ses propres collègues ? Que ne sont-ce là sinon des crimes ? Et tout cela pour quoi ? Pour un but basement lucratif : la rémunération de l'actionnaire ! Dans leurs ressorts profonds, les intentions de l'équipe dirigeante sont celles d'un crime crapuleux, commis, assumé, en bande organisée, jusqu'aux dizaines de morts.

Un élément vient éclairer les enjeux réels de ce procès : le fait que les parties civiles syndicales – par l'ensemble de la production des CHSCT, de l'inspection du travail et de l'observatoire intersyndical du stress et des mutations forcées, mis en place par SUD et la CFE-CGC – visent à démontrer l'existence d'un harcèlement systémique. Si celui-là est retenu, alors c'est, à travers l'ampleur et le caractère scandaleux du « crash plan » mis en place volontairement par la direction, le vrai visage du néomanagement triomphant qui sera reconnu : un harcèlement de masse, imposé de manière systématique, à touTEs les travailleurEs. Autant de raisons pour que les militantE anticapitalistes fassent de ce procès l'objet d'une agitation spécifique sur leurs lieux de travail, quels qu'ils soient.

BIEN DIT

Ils ne nous connaissent pas ! Ils veulent nous briser ? On est déjà passés par les pires situations et 500 ans après, on est toujours là !

Un leader indigène au Brésil, lors d'une manifestation contre les projets du gouvernement Bolsonaro menaçant leurs droits et leurs terres, cité par *Mediapart*, 7 mai 2019.

À la Une

Casseurs, éborgneurs, menteurs... Dehors ce gouvernement

Ils ont beau faire, rien n'y fait... Depuis près de six mois, contre la mobilisation inédite des Gilets jaunes qui s'exprime dans la rue et sur les ronds-points, le pouvoir a tout tenté : salir le mouvement en le traitant de débile, de fasciste ou d'antisémite, l'endormir en lançant durant plusieurs mois un prétendu « Grand débat », et surtout le réprimer, chaque semaine, en chargeant violemment les manifestations, en faisant un usage industriel de LBD et de grenades dites « défensives », en se livrant à des arrestations injustifiées, et en faisant passer une nouvelle loi liberticide contre, entre autres, le droit de manifester.

Ce n'est certainement pas la fin du « Grand débat » qui a calmé la mobilisation des Gilets jaunes. En effet, ce grand bla-bla n'a été, depuis le début, qu'une opération de communication orchestrée par Macron, qui s'est terminée par une vieille rengaine que nous ne connaissons que trop : la politique menée depuis deux ans est la meilleure, il faut donc la continuer et l'intensifier ! Macron a donc rejeté en bloc les revendications portées depuis six mois pour plus de démocratie, de justice fiscale et d'égalité sociale, mettant ainsi un peu plus en colère toutes celles et ceux qui, semaine après semaine, se mobilisent.

C'est dans ce contexte que le 1^{er} Mai a été marqué par une profonde mobilisation, malgré le climat de peur qu'a voulu instaurer le gouvernement. Pour la première fois à cette échelle (plusieurs centaines de milliers de manifestantEs), on a assisté à une convergence entre militantEs syndicaux, du mouvement social, des partis politiques, et les Gilets jaunes. À noter qu'à Paris, la préfecture – toujours aussi manipulateur – a réussi l'exploit d'annoncer deux fois moins de manifestantEs qu'Occurrence, ce cabinet « indépendant » mandaté par plusieurs médias qui n'est pas connu pour gonfler les chiffres...

Un pouvoir autoritaire, violent et menteur

Après avoir créé un véritable état de siège dans la capitale, après s'être livré à près de 18 000 contrôles préventifs et avoir placé plus de 300 personnes en garde à vue, des charges policières accompagnées de gaz lacrymogène ont été lancées à de multiples reprises contre l'ensemble de la manifestation, y compris contre



les cortèges syndicaux, bel et bien ciblés. Et pour décrédibiliser la mobilisation, Castaner s'est ensuite livré à des déclarations mensongères afin de présenter quelques dizaines de manifestantEs, fuyant les violences policières et cherchant à s'abriter dans l'enceinte de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, comme des « casseurs » se livrant à une « attaque » de l'hôpital au mépris de la santé des patientEs... Une version largement relayée par les grands médias aux ordres, en dépit de toutes les vidéos et de tous les témoignages directs, en particulier ceux des soignantEs de l'hôpital ! Mais devant ces témoignages, pris en flagrant délit de mensonge, médias et gouvernement ont dû faire volte-face et rétropédaler.

Mais cette intox de Castaner n'est pas une première du genre : ce gouvernement utilise régulièrement mensonges et désinformation pour faire

passer en force sa politique. C'était déjà le cas de Macron lui-même lors de sa dernière conférence de presse où, pour « convaincre » qu'il fallait « travailler plus », il a indiqué que « la France travaille beaucoup moins que ses voisins »... alors que tous les chiffres prouvent le contraire !

C'est eux les casseurs !

Lundi, le pouvoir a réuni à Matignon des représentantEs syndicaux, du patronat ou encore d'associations d'élusEs pour lancer une prétendue « mobilisation générale » pour l'emploi ou l'écologie... Fort heureusement, la CGT et Solidaires ne sont pas prêts à cette mascarade qui n'a pour but que d'accompagner l'offensive d'ampleur contre les services publics et les droits du monde du travail. Car le programme de ces prochaines semaines est clair : création des maisons de services au public qui vont

se multiplier à la place de véritables services publics ; augmentation de la durée de cotisation pour les retraites ; baisse de l'impôt sur le revenu pour une partie de la population... financée en contre-partie par le « travailler plus » et/ou la baisse des dépenses publiques ! Bref, Macron et ses amis continuent leur entreprise de casse sociale : ils ne sont toujours pas revenus sur leur projet de supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique !

TouTEs ensemble pour les faire reculer !

Après des convergences réussies entre le mouvement social et celui des Gilets jaunes autour du samedi 27 avril et du 1^{er} Mai, la journée de grève et de manifestation de l'ensemble de la fonction publique de ce jeudi 9 mai doit permettre de franchir une nouvelle étape. D'abord pour la défense de nos services publics – de l'école aux hôpitaux en passant par la SNCF, La Poste ou les finances publiques – tous en danger mortel : postes supprimés, accumulation des tâches, management destructeur, dématérialisation... Au-delà de la dénonciation, cette grande journée de revendication des salariéEs (fonctionnaires et contractuelEs) et des usagerEs (Gilets jaunes, parents d'élèves, retraitéEs...) pour des services publics répondant aux besoins sociaux du plus grand nombre est une étape essentielle.

La réussite du 9 mai doit permettre de préparer la suite : par la grève qui doit se prolonger, par la mobilisation commune du plus grand nombre, ce printemps doit bien être celui d'une riposte générale contre la répression, le mépris et la casse sociale.

Joséphine Simplon et Manu Bichindaritz

ALGÉRIE

La population ne se laisse pas détourner par les manœuvres du pouvoir

Entretien. La mobilisation algérienne traverse une période intermédiaire : assez forte pour contraindre le pouvoir à agir, mais pas suffisamment pour se fixer son propre agenda. Des maturations sont en cours. **Kamel Aïssat**, membre du Parti socialiste des travailleurs, fait le point avec nous.

Quel bilan tires-tu des manifestations du 3 mai ?

La mobilisation s'est maintenue un peu partout. Les rues ont été occupées, avec des hauts et des bas selon les endroits, mais globalement à un niveau très fort dans toutes les wilayas. On a assisté à l'émergence de revendications plus politiques. Gaïd Salah est désigné comme un membre de l'oligarchie qui a pillé le pays, et qu'il

va falloir faire partir. La compréhension est forte que Saïd Bouteflika, Rebrab, Haddad et Gaïd Salah font partie d'un même système. Il y a également le refus de l'application de la Constitution de 2016, de la mise en place par Gaïd Salah, Bensallah et Bedoui de l'élection présidentielle du 4 juillet.

Le troisième aspect est le fait que les manœuvres du pouvoir ne trompent

pas la population. On veut faire le bilan de tout le système arriviste, de l'oligarchie, du libéralisme et juger tous ceux qui ont dilapidé l'argent public. Enfin, de plus en plus de banderoles avancent la nécessité d'une assemblée constituante, le mot d'ordre que nous portons depuis le début.

Où en est la mobilisation de la classe ouvrière ?

Les mobilisations du 1^{er} Mai, qui n'ont pas été très massives, ont confirmé la place actuelle de la classe ouvrière dans le processus : les travailleurs agissent beaucoup plus en tant que citoyens et en tant qu'individus dans les marches du vendredi qu'en tant

qu'entité sociale. Nous n'arrivons pas encore à avoir un saut qualitatif du niveau de conscience.

Pourtant, beaucoup de grèves ont lieu actuellement, et depuis plusieurs mois même, peu apparentes, peu médiatisées. Elles touchent tous les secteurs et les petites entreprises. Il y a des grèves et des revendications contre la précarité, pour des titularisations, pour les conditions de travail, et sur les salaires : le SMIC algérien n'a pas bougé depuis 2011 et est un des plus bas de la Méditerranée, autour de 85 euros par mois. Dans tous les secteurs, il y a des grèves. Mais elles ne convergent pas, car aucun syndicat ne fait ce travail, notamment du fait de la bureaucratisation de l'UGTA, qui ne s'intéresse pas aux conditions sociales des travailleurs. Elle a passé ces vingt dernières années au service du régime. Il n'y a pas de syndicats

Un monde à changer

FRANCE : CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES

L'Organisation internationale du travail (OIT) vient de publier une vaste étude sur les conditions de travail en Europe et dans une dizaine de pays dont, notamment, les États-Unis, la Turquie, la Chine et une partie de l'Amérique latine. L'enquête donne des informations sur 1,2 milliard de travailleurEs. Au niveau mondial, cette étude fait apparaître que de nombreux travailleurEs sont exposés à des contraintes mettant en péril leur santé. Plus de la moitié des travailleurEs sont ainsi tenus d'exécuter des mouvements répétitifs. Entre un cinquième et un tiers sont exposés à des niveaux élevés de bruit. Aux États-Unis, dans l'Union européenne et en Turquie, des rythmes de travail intensifs concernent une proportion importante des travailleurEs. Phénomène notable : au-delà des disparités entre continents et pays, partout dans le monde, les femmes travaillent plus que les hommes et gagnent moins. L'Union européenne est une zone où les exigences en matière de conditions de travail sont relativement élevées

par rapport au reste du monde. Mais le rapport souligne que l'expansion des services et le recul de la part de l'industrie n'entraînent pas la disparition des conditions de travail physiquement pénibles et, par ailleurs, des bas salaires. Autre point significatif, cette enquête confirme que, parmi les pays à niveau de développement équivalent, les conditions de travail en France sont parmi les plus dangereuses pour la santé des travailleurEs. Ainsi, parmi les 28 membres de l'UE, la France arrive en 25^e position (devant la Grèce, Chypre et la Roumanie) pour les contraintes liées aux postures de travail. Pour l'environnement de travail, la France est également 25^e devant l'État espagnol, la Grèce et la Roumanie. Enfin, pour ce qui concerne les risques liés aux agents chimiques et biologiques, seule la Roumanie fait pire ! À méditer à un moment où patronat et gouvernement s'attaquent frontalement aux dispositifs (déjà insuffisants) relatifs à la santé au travail : CHSCT, médecine du travail, inspection du travail...

GILETS JAUNES

Universitaires et artistes se mobilisent

La semaine dernière, deux importants appels ont été publiés en soutien aux Gilets jaunes. Le premier d'entre eux, « Nous accusons », a été signé par plusieurs centaines d'universitaires ; le second, « Nous ne sommes pas dupes », par plus de 1400 artistes et créateurEs. Nous en publions des extraits.

« Nous accusons »

Les voix des Gilets jaunes ont permis de mettre à nu les mensonges et les pseudo-justifications « scientifiques » données par le pouvoir et la meute de ses courtisans pour couvrir l'ampleur et l'importance de la prédation. Leur soulèvement a montré le vrai sens d'une politique qui a sciemment organisé le transfert des biens laborieusement accumulés par 95% de la population vers les 5% des couches les plus aisées. Leur force a été de faire prendre conscience de la duplicité d'un pouvoir, osant se féliciter d'avoir multiplié par quatre les énormes richesses détenues par une infime minorité. Avec la grande majorité des FrançaisEs, nous nous sommes reconnus dans la prise de conscience des Gilets jaunes. [...] Tout a été fait pour réduire au silence les manifestants. Dès les premiers actes, le pouvoir a choisi la violence en demandant aux forces de l'ordre de dégager les

péages d'autoroutes, les ronds-points, de bloquer l'accès aux points de convergence des manifestations et, surtout, d'intervenir avec « fermeté ». [...] Semaine après semaine, cette technique meurtrière et liberticide a été appliquée avec une intensité croissante. Protégées par le pouvoir et couvertes par l'omerta d'une grande partie des médias, des troupes policières épuisées par le travail se laissent aller aux pires exactions. Des centaines d'hommes et de femmes manifestant pacifiquement ont été attaqués sans aucune raison et très souvent avec un acharnement insensé. Depuis le mois de décembre, le nombre des blessés graves augmente sans cesse : les personnes ayant subi de graves traumatismes se comptent par centaines. Aucune parole n'a été prononcée par le président de la République ou son gouvernement à l'égard des victimes, et en particulier de Zineb Redouane,

tuée après avoir été atteinte alors même qu'elle fermait sa fenêtre. [...]

« Nous ne sommes pas dupes »

Nous voyons bien les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs... La manœuvre ne prend pas, ce récit ne colle pas à la réalité même si médias grand public et porte-parole du gouvernement voudraient bien nous y faire croire. Comme cette violence qu'ils mettent en exergue chaque samedi. Pourtant la violence la plus alarmante n'est pas là. Le bilan de la répression s'aggrave chaque semaine. Au 19 avril 2019, on recensait 1 décès, 248 blessés à la tête, 23 éborgnés, 5 mains arrachées chez les manifestants. [...] Le nombre de blessés, de vies brisées, d'arrestations et de condamnations dépasse l'entendement. Comment peut-on encore exercer notre droit de manifester face à une

telle répression ? Rien ne justifie la mise en place d'un arsenal législatif dit « anti-casseur » qui bafoue nos libertés fondamentales. Nous ne sommes pas dupes. La violence la plus menaçante est économique et sociale. C'est celle de ce gouvernement qui défend les intérêts de quelques-uns aux dépens de tous et toutes. C'est la violence qui marque les corps et les esprits de celles et ceux qui s'abîment au travail pour survivre. Puis nous devons – c'est une urgence historique – affronter collectivement la crise écologique et trouver des solutions justes et efficaces, afin de laisser un monde vivable à nos enfants. Nous ne sommes pas dupes. Ce gouvernement n'a cessé de reculer sur la question pour ne pas inquiéter les responsables du désastre annoncé. Les Gilets jaunes le dénoncent comme les militants écologistes. Aujourd'hui la convergence des luttes sociales et environnementales est en route. Nous continuerons à nous indigner, plus fort, plus souvent, plus ensemble. [...]

Versions complètes et signataires sur <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/040519/nous-accusons-0> et <http://www.nousnesommespasdupes.fr/>

dans le secteur privé, en particulier en raison de la complicité de l'UGTA. Ce qui se passe aujourd'hui dans l'UGTA est important. À titre d'exemple, alors que depuis vingt ans, il n'y a que le PST qui organise la marche du 1^{er} Mai, on a eu cette année un rassemblement pour se réapproprier l'UGTA, ainsi qu'une manifestation des syndicats autonomes. C'est comme ça qu'on aide à la construction de la conscience de classe, en accélérant l'auto-organisation des travailleurs.

Quel sens peut-on donner aux arrestations de divers dirigeants et capitalistes ?

Les arrestations de Saïd Bouteflika, Tartag et Mediène ont créé un petit séisme dans la population, mais cela ne l'a pas détournée de ses revendications. Le peuple considère que ce sont des règlements de comptes entre différentes fractions au sommet du

régime, à l'image de ce qui s'est passé en 2014, où Benflis a été dégagé du pouvoir. Il y a une recomposition en cours, qui a la bénédiction d'une partie de la bourgeoisie libérale. Donc le peuple considère que ces procès ne changent rien. Il se réjouissent de voir des procès, mais les gens savent ce qui s'est passé en Égypte quand ils ont jugé Moubarak : ils l'ont montré à la télévision derrière les barreaux, mais ça n'a pas empêché le peuple de revendiquer. Concernant Rebrab [propriétaire du groupe Cevital, arrêté le 23 avril], il y a eu une manifestation jeudi 2 mai pour le soutenir, mais elle n'a rassemblé que quelques centaines de personnes, autant de monde que la marche du PST la veille, en sachant qu'ils ont mobilisé des cadres et quelques travailleurs de l'usine venus de différents départements. La manifestation a d'ailleurs démarré à l'intérieur de l'usine. Il n'y a eu



TIM HADDAD

aucune revendication pour sa libération durant la marche du vendredi 3 mai. Donc au fond la population ne se laisse pas détourner. Il s'agit pour Gaïd Salah de dire qu'il est en train de réaliser les revendications du peuple. Mais ce dernier souhaite se doter d'une justice indépendante. Le

bilan de tous les régimes politiques, c'est d'avoir constitué une couche d'oligarques, de milliardaires, qui a détourné toutes les richesses algériennes au profit d'une caste, d'une oligarchie. Et c'est bien cela que le peuple ne veut plus. **Propos recueillis par Antoine Larache**

Le chiffre

465

C'est, selon un document confidentiel interne à Air France révélé par France Info, le nombre de postes que la direction de la compagnie aérienne aurait l'intention de supprimer dans le cadre d'un « plan de départs volontaires ». Le plan concernerait les personnels au sol et serait présenté lors du prochain CSE (Comité social et économique) central de l'entreprise, le 13 mai. Mobilisation en perspective...



Agenda

Jeudi 9 mai, journée de grève et de manifestation de la fonction publique. À Paris, départ 14 h de Denfert-Rochereau en direction des Invalides

Samedi 11 mai, manifestation Acte 26 des Gilets jaunes.

Mardi 14 mai, rassemblement contre la loi Blanquer, Paris. À 13 h, devant le Sénat, place Pierre-Dux, M^o Odéon.

Mercredi 15 mai, rassemblement AESH en lutte, Paris. À 14 h 30, devant le Rectorat, 12 bd d'Indochine, M^o Porte-de-Pantin.

Samedi 18 mai, manifestation nationale éducation, Paris.

18-19 mai, 3^e festival des Terres de Gonesse, Gonesse (95). Samedi 17h-23h, dimanche 11h-17h, concerts, tables rondes, marche... Triangle de Gonesse, près de la ferme de la Patte d'Oie, carrefour D902, D317, D84.

NO COMMENT

Je trouve assez insupportable quand on entend « répression policière », « violences policières » alors qu'aujourd'hui le seul blessé grave qu'on a eu c'est un policier qui a pris un pavé en pleine figure.

AUORE BERGÉ, Europe 1, 1^{er} mai 2019.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse,
d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PITIÉ-SALPÊTRIÈRE**«L'attaque» d'un hôpital parisien : une manipulation d'État parmi d'autres**

Pour échapper à l'extrême violence policière contre les manifestantEs du 1^{er} Mai, quelques dizaines de personnes se sont réfugiées dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Le début d'une manipulation et d'un mensonge d'État...

Macron et son gouvernement n'ignorent certainement pas l'attachement de la population à l'hôpital public, malgré les dégradations qu'il subit depuis des années en raison des multiples attaques des gouvernements successifs. En annonçant «l'attaque» d'un hôpital, par la voix de Castaner, le ministre de l'Intérieur, le pouvoir a cherché à faire appel à l'émotion et à l'indignation de la population et à occulter non seulement l'importance de la mobilisation mais aussi l'intense répression qu'il avait ordonnée.

Les témoignages des soignantEs et les vidéos ont fini par faire éclater la vérité : il n'y pas eu de casse, de vol, de tentative délibérée d'envahir un service de réanimation. Bref, il ne s'est presque rien passé si ce n'est la casse de la serrure d'une porte d'entrée qui conduit au restaurant universitaire par des personnes paniquées par les charges des flics et les tirs de lacrymogènes. Castaner, sous la pression des témoignages, a fini par reconnaître, après 48 heures, qu'il n'y avait pas eu d'attaque, mais persiste dans le mensonge, en qualifiant l'entrée dans l'hôpital « d'intrusion violente ». Le 14 juin 2016, des vitres de l'hôpital Necker à Paris avaient été brisées pendant une manifestation. Cet acte déplorable avait déjà été instrumentalisé par le gouvernement « socialiste » de Valls pour essayer de décrédibiliser la mobilisation contre la première loi travail. Et les grands médias n'avaient cessé de dénoncer pendant plusieurs jours les « hordes de manifestants violents ».

**Oui, ils cassent des hôpitaux et ils sont violents!**

Des pans entiers de l'hôpital public sont détruits depuis de nombreuses années, afin de rentabiliser la santé et de transférer tout ce qui rapporte du profit aux établissements privés à but lucratif, propriété des grands groupes capitalistes internationaux. Macron, avec son gouvernement, agit dans la continuité de ses prédécesseurs, mais avec encore plus d'intensité. Il est servi par des larbins comme Martin Hirsch, le directeur de l'AP-HP, et des médias qui relaient complaisamment ses mensonges. Il prétend par exemple ne fermer aucun hôpital, mais uniquement les restructurer afin qu'ils deviennent des « hôpitaux de proximité ». Or un décret de 2016 définit ce que sont ces établissements : « Ils exercent une activité de médecine autorisée par l'agence régionale de santé et ne sont pas autorisés à exercer une activité en chirurgie ou en gynécologie-obstétrique ». Bref, ce ne seront plus des hôpitaux, mais des Ehpad, des centres de santé publics, ou des maisons de santé privées, car rien ne garantit qu'ils resteront dans le secteur public. Le gouvernement « transforme » les hôpitaux, et les surcharge car ils soignent des hommes et des femmes blessés, mutilés, éborgnés par les matraques, canons à eau, grenades, LBD... Des vies sont brisées. Alors c'est qui les casseurs ?

S. Bernard

RÉPRESSION Pourra-t-on encore, demain, manifester en France?

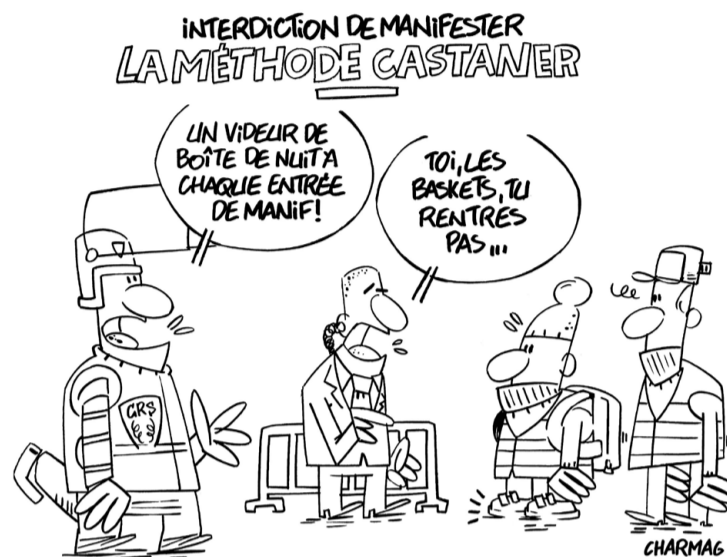
La manifestation parisienne du 1^{er} Mai a été l'occasion, pour le pouvoir, de franchir un nouveau cap répressif. Une ville en état de siège, près de 18 000 contrôles préventifs, et des techniques de « maintien de l'ordre » qui apparaissent comme étant de plus en plus destinées à dissuader quiconque de revenir défilé dans la rue. Beaucoup se posent de plus en plus la question : pourra-t-on encore, demain, manifester en France ?

Si la question peut paraître provocatrice ou excessive, elle est dans l'air du temps. Contrôles préventifs, violences policières, condamnations judiciaires, législation anti-manifestation : ces éléments ne font pas que s'additionner, mais forment, ensemble, un système cohérent, dont la finalité n'est autre que de décourager le plus grand nombre de participer à des manifestations.

L'autoritarisme est en marche

La répression des manifestations n'est pas nouvelle. Mais les transformations qui se sont opérées ces dernières années, notamment depuis l'instauration de l'état d'urgence en novembre 2015, sont spectaculaires. À Paris, et dans bien d'autres villes, il semble bien loin, le temps des « manifestations familiales » du 1^{er} Mai, où l'on pouvait défilé sans risquer de se faire gazer ou charger à chaque instant, et où les stands des organisations politiques étaient des endroits où l'on pouvait se restaurer et discuter, et non des lieux de refuge (précaire) face aux agissements violents des policiers et gendarmes.

Quelque chose a changé. L'autoritarisme est en marche, n'en déplaise à ceux qui nous répètent chaque semaine sur les plateaux des chaînes d'information que « la France est une démocratie » et qu'« il ne faut pas tout mélanger ». On a parfois peur, ou honte, de (se)



le dire, notamment lorsque l'on est militantE, mais il n'y a aucune raison de ne pas l'affirmer : la répression des manifestations a atteint un niveau sans précédent depuis le début des années 1960. Pour le formuler autrement : la quasi-totalité d'entre nous n'a jamais connu ça.

«J'ai cru qu'ils voulaient nous tuer»

« Je hurle. Je pense que je vais mourir là, écrasée par la foule, à cause de cette stratégie policière criminelle » ; « C'était complètement fou : tout le monde voulait échapper à ce que faisaient les forces de l'ordre ! » ; « Je n'ai jamais eu aussi peur dans une manifestation » ; « J'ai déjà vécu des moments difficiles en manif. Mais

jamais à ce point-là. J'ai cru qu'ils voulaient nous tuer » : les témoignages recueillis par Bastamag¹ après la manifestation du 1^{er} Mai à Paris sont éloquentes. Des milliers de personnes ont été prises dans une nasse géante, que les forces de répression ont, petit à petit, resserrée, gazant et matraquant à tout va, semant la panique et contraignant les gens à trouver refuge dans des commerces, des halls d'immeuble ou... la cour de la Pitié-Salpêtrière.

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, les récits et les vidéos affluent, depuis Paris, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Lyon, Marseille, Rouen... qui confirment que nous sommes confrontés à

une politique nationale, coordonnée, assumée par le pouvoir. Une politique violente, à l'image de la brutalité des contre-réformes d'un gouvernement pour qui l'anéantissement des droits démocratiques est le corollaire logique et même, dans une certaine mesure, la condition de possibilité, de la destruction des droits sociaux.

Ni fatalisme ni relativisme

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de France. La bonne nouvelle, c'est que des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes l'ont compris, qui refusent de tolérer l'intolérable, de plier face à la répression, de céder face à la stratégie de terreur du gouvernement. En retournant chaque semaine dans la rue et/ou en continuant de dénoncer les violences policières et la politique ultra-répressive du gouvernement, ils et elles font passer un message indispensable : « Nous continuerons de revendiquer, vous ne nous ferez pas taire ».

Mais le danger est bien là : celui de l'incorporation individuelle et collective de ces franchissements de cap et, partant, de la normalisation de l'intolérable. Ces processus sont malheureusement connus, par lesquels ce qui, hier encore, nous semblait inimaginable, devient petit à petit une norme, qui certes nous révolte, mais une norme tout de même. Sans tomber dans le fatalisme, il convient donc de combattre toute forme de relativisme : l'intolérable est là, et il y a urgence à ce que syndicats, associations, partis, collectifs, groupes de Gilets jaunes, s'unissent pour enrayer cette machine infernale. Pour la liberté de manifester, qui n'est déjà plus, aujourd'hui, un droit à défendre, mais à reconquérir.

Julien Salingue

1 - Thomas Clerget, « "Tout le monde voulait échapper aux forces de l'ordre" : comment la machine policière a brisé la manif du 1^{er} Mai », en ligne sur <https://www.bastamag.net/Tout-le-monde-voulait-echapper-aux-forces-de-l-ordre-comment-la-machine>

FORD BLANQUEFORT Et en passant par la case « tribunal » ?

Non l'histoire n'est pas finie. Sauver l'usine et le plus d'emplois, ça reste notre objectif et surtout ça reste encore possible. Sachant bien que si nous y arrivions, cela relèverait d'un exploit, à coup sûr. Et c'est par la voix judiciaire que nous allons tenter de passer.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Aller au bout de la bataille

Utopique ? Inconcevable ? Non, c'est tout simplement aller logiquement au bout d'une bataille, avec l'idée qu'il nous faut utiliser tous les outils possibles pour défendre les droits que nous avons encore. Ce que nous n'avons pas réussi à faire par notre mobilisation depuis l'année dernière, ce que l'État n'a pas pu ou su faire de son côté, du fait d'une impuissance dont il s'est lui-même doté au fil des années, nous le tentons par une décision du tribunal.

Nous partons du travail de nos experts économiques, de tous les arguments depuis le début de notre résistance, à savoir que Ford, qui fait d'énormes profits et qui a encaissé des subventions publiques importantes, n'a aucune raison économique pour nous licencier. Nous remettons clairement en cause la légitimité de Ford à liquider le site, son droit et sa « liberté » de licencier.

Ford est propriétaire, on le sait, et la propriété patronale est « sacrée ». Cela donne le pouvoir, mais pas tous les pouvoirs, ni tous les droits. Or les capitalistes abusent en permanence de leur position de pouvoir, et c'est à nous d'en fixer les limites. Bien sûr nous sommes pour la réquisition, pour l'expropriation, pour la réappropriation collective, pour que l'outil de travail revienne à la collectivité. Mais cela n'est écrit pas dans le droit. C'est

l'abus de pouvoir ou l'abus du droit de propriété qui peut être condamné. Voilà ce que nous voulons.

Il n'y a pas de raison de lâcher

Nous avons d'ailleurs sollicité l'État et le gouvernement pour qu'ils viennent en soutien à notre démarche. L'assignation de Ford s'appuie justement sur les déclarations du ministre Bruno Le Maire et du président Macron, lorsqu'ils dénonçaient Ford et la fermeture injustifiable de l'usine. Alors il faut aller au bout, prolonger le bras de fer jusqu'à obtenir le maintien d'une activité et des emplois.

Nous espérons avoir une décision de justice cet été, c'est-à-dire avant l'envoi des lettres de licenciement. Si le tribunal nous donne raison, Ford ne pourrait pas licencier... On se trouverait alors dans une situation inédite, avec Ford contraint de trouver une autre solution que la fermeture. La bataille peut prendre des formes variées. Une chose est certaine : il n'y a pas de raison de lâcher, l'enjeu concerne des milliers d'emplois, ça en vaut la peine.

Philippe Poutou

ÉTAT ESPAGNOL

La victoire électorale du PSOE ne règle rien

Avec 7,5 millions de voix (29%) et 123 députés (sur 350), il récupère la place de premier parti au congrès des députés. Il devance très nettement le parti traditionnel de la Droite espagnole, le PP qui s'effondre et perd plus de la moitié de ses élus (17% et 66 députés). Ciudadanos, l'autre parti de droite, augmente bien son score, avec 16% des voix et 57 députés, mais ne parvient pas à dépasser le PP et ne peut prétendre former une majorité de droite. À gauche, Podemos et ses alliés, avec 15% et 42 députés, sont loin de retrouver leurs scores des précédentes élections. Le nouveau venu d'extrême droite, Vox, fait son entrée au Parlement avec 10% des voix et 24 députés. Il n'y a donc de majorité absolue possible, ni pour le « bloc » de gauche ni pour le « bloc » de droite. Les tractations de couloir avec tous les autres partis, notamment les nationalistes du Pays basque et de Catalogne, ont commencé.

Radicalisation à droite

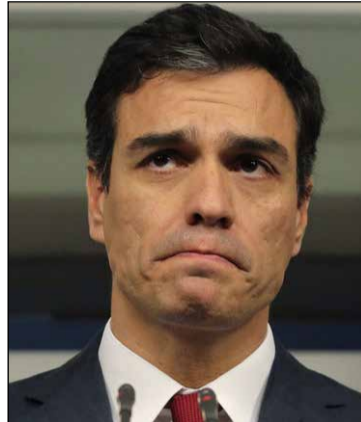
Un facteur conjoncturel, Vox et un autre facteur, bien plus structurel, à savoir la crise institutionnelle, ont été déterminants dans ces élections. Le facteur conjoncturel a été l'émergence, lors des élections de la communauté autonome en Andalousie, à l'automne dernier, de Vox, le parti pro-franquiste, ultra réactionnaire sur tous les sujets. Ce succès a amené les partis de droite, le PP et Ciudadanos, non seulement à signer en

Le Parti socialiste ouvrier (!) espagnol apparaît comme le net vainqueur des élections du dimanche 28 avril. Mais à y regarder de plus près, on se rend compte que cette victoire ne signifie en rien la fin de l'instabilité dans l'État espagnol.

Andalousie un pacte de gouvernement avec Vox mais, au-delà, à radicaliser leur discours (ultra nationaliste, anti-immigrés, etc.) et à admettre, plus ou moins clairement, la possibilité d'un pacte similaire à l'échelle du gouvernement espagnol. Cette radicalisation de toute la droite a provoqué en retour un réflexe de peur et de « vote utile » dans de très larges couches de la société espagnole. Réflexe qui s'est traduit par une très forte participation (plus de 75%, près de 10% de plus qu'aux précédentes élections) et un report sur le PSOE de voix d'électeurs de gauche qui, les fois précédentes, s'étaient abstenus ou avaient voté Podemos.

Crise du régime

Le facteur structurel reste la crise du régime mis en place pour assurer la transition « post-franquiste ». Le compromis de la Constitution de 1978, sur la base d'un certain degré d'autonomie des nations et régions de l'État espagnol, combiné au maintien de structures centralisées, monarchiques, et d'un arsenal répressif conséquent, a fonctionné pendant des dizaines d'années avec un bipartisme gouvernemental où PP et PSOE alternaient au pouvoir avec des majorités conséquentes. Ce régime avait déjà subi une terrible secousse avec les immenses



Pedro Sanchez. DR

mouvements à la suite de la vague d'occupation des places en 2011, dont l'émergence de Podemos, et ensuite de Ciudadanos, avaient été l'une des conséquences. La bataille du référendum catalan de l'automne 2017 a mis en lumière son incapacité à régler les problèmes du pays, et a révélé des fractures profondes dans la société. Tant que ce régime de 1978 subsiste, l'instabilité est installée pour longtemps dans l'État espagnol. Même un gouvernement PSOE-Ciudadanos, que réclament les médias et la plupart des élites espagnoles et qu'hésitent à oser l'un et l'autre, ne suffirait pas à la rétablir. Ils sont incapables de répondre aux crises économiques, passées et à venir, pas plus qu'à celle de la question

catalane. Le plus probable est que le PSOE va tenter l'investiture en gouvernement minoritaire, en attendant les résultats des élections européennes, de celles des communautés autonomes et des municipales, qui auront toutes lieu simultanément le 26 mai prochain. Histoire de garder deux fers au feu.

Panne de perspective à gauche

Le problème pour les travailleurs et les couches populaires est que, de leur côté, la seule perspective « à gauche » est celle mise en avant par la direction de Podemos : un gouvernement de gauche sous la direction du PSOE. Vieille recette dont toutes les expériences en Europe nous montrent qu'elle ne donne que d'amers résultats. Perspective tellement éloignée de celle des mouvements de 2011-2012 et même de celle que Podemos traçait à ses débuts : en finir avec le régime de 1978, reconnaître les droits nationaux des peuples d'Espagne, construire par en bas une « hégémonie populaire », abattre le pouvoir des banques et de « la caste »...

Il faut espérer que les acteurs de ces mouvements, celles et ceux qui les ont construits et fait vivre à la base, parviendront à récupérer ces objectifs, et à de nouveau en faire une perspective de lutte.

Fabrice Thomas

IMPÉRIALISME Course aux armements, capitalisme mondialisé et montée du militarisme

L'année passée a vu les dépenses militaires mondiales augmenter de 2,6 %, pour atteindre 1 620 milliards d'euros, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), qui a publié ces chiffres la semaine dernière.

En hausse pour la deuxième année consécutive, ce budget atteint ainsi son plus haut niveau depuis 1988. Une nouvelle démonstration qu'après la chute du mur et l'effondrement de l'URSS, le triomphe, à l'échelle mondiale, du capitalisme, du marché et de la concurrence aveugles, ne pouvaient déboucher que sur une instabilité et des tensions exacerbées.

America first!

Avec une augmentation de 4,6 %, les États-Unis représentent à eux seuls 36 % de ces dépenses, suivis par la Chine (14 %, en hausse de 83 % depuis 2009). La France arrive en cinquième position avec un budget de 57,16 milliards d'euros. Elle passe devant la Russie (54,5 milliards)...

En 2018, les États-Unis ont dépensé plus de deux fois et demi le budget militaire de la Chine, et plus de dix fois celui de la prétendue grande menace que représenterait la Russie.

Alors que leur poids dans l'économie mondiale diminue, les USA entendent bien rester la première puissance militaire, main dans la main avec leur allié, l'Arabie saoudite, qui occupe le troisième rang avec 60,5 milliards d'euros. Sans oublier Israël... Depuis plus de quatre ans, l'Arabie saoudite mène



sa sale guerre contre le Yémen avec des armes fournies par les USA et la France contre une population sans défense, semant la mort et la famine. Les dépenses militaires au Moyen-Orient ont augmenté de 6,2 %, et représentaient 5,2 % du PIB de la région, alors que dans aucune autre région du monde elles ne dépassent 1,8 % du PIB.

Instabilité et tensions mondiales

Après le Moyen-Orient, c'est en Asie que les tensions militaires sont le plus fortes. La guerre commerciale des USA contre la Chine se double d'une compétition militaire. La

Chine est désormais sur ce terrain aussi la deuxième puissance mondiale. L'Inde vient en quatrième position avec 3,1 % de hausse pour atteindre 59 milliards d'euros. Boostés par la pression des USA par le biais de l'Otan – dont les 29 membres ont réalisé la moitié des dépenses mondiales l'an dernier – face à la Russie, plusieurs pays d'Europe ont aussi fortement augmenté leurs dépenses, comme la Pologne (+ 8,9 %) ou l'Ukraine (+ 21 %).

À l'opposé, les dépenses militaires des pays africains continuent de baisser pour la quatrième année consécutive. Elles représentent

2,2 % des dépenses militaires mondiales. Le Nigeria et l'Afrique du Sud (18 % de hausse) y sont les principales puissances militaires, mais des petits pays comme le Burkina Faso ou le Zimbabwe se trouvent entraînés dans cette dévastatrice et ruineuse escalade militariste.

Un marché sans limite

Les affaires des marchands de canons sont florissantes et ont de solides perspectives. Un tiers du marché est entre les mains d'entreprises US. La Russie reste à la deuxième place, avec 25 % des exportations mondiales. La France occupe quant à elle 5,6 % du marché.

La Chine parvient au troisième rang. Ses exportations ont augmenté de 88 % par rapport à la période de 2006-2010, même si elle n'occupe encore qu'une faible part du marché. Les exportations militaires d'Israël, le pays le plus militarisé du monde, ont augmenté de 40 % en 2017.

Au cours des trois dernières décennies, les États ont englouti plus de 41 000 milliards de dollars dans ces arsenaux de mort et de destruction. Cette fuite en avant militariste, nourrie par la logique de crise de la valorisation du capital et par la concurrence acharnée qui oppose les nations, participe d'un état de guerre permanent dont il serait illusoire de croire qu'il ne pourrait pas déboucher sur des conflagrations majeures. La paix est dans le camp des travailleurs du monde...

Yvan Lemaître

PALESTINE La bande de Gaza de nouveau bombardée par Israël

Dans les grands médias, on parle de « flambée de violences ». Dans la réalité, il s'agit d'un énième rappel à l'ordre de l'armée israélienne : la population de Gaza doit accepter de mourir à petit feu, en silence ; dans le cas contraire, des bombardements aériens meurtriers auront inmanquablement lieu.

Il serait vain d'essayer d'établir la chronologie des récents événements, comme s'y sont essayés maladroitement nombre de chaînes ou de sites d'information, en tentant de savoir qui avait tiré le premier lors de l'épisode de violence armée du week-end des 4 et 5 mai, qui s'est soldé par la mort de 4 Israéliens et de 27 Palestiniens. Car ce petit jeu malsain a pour conséquence inévitable de gommer le contexte général dans lequel ces affrontements armés se sont déroulés, en les considérant comme un coup de tonnerre dans un ciel presque serein.

Scandale politique et humanitaire

Car une fois de plus, la situation de la bande de Gaza est reléguée au second plan, alors qu'elle demeure, avec le blocus illégal et inhumain imposé aux 2 millions de Gazaouiens, l'un des principaux scandales politiques et humanitaires au monde. « La situation économique et sociale à Gaza est en déclin depuis plus d'une décennie, mais elle s'est détériorée de façon exponentielle ces derniers mois pour atteindre un point critique. La frustration accrue alimente les tensions croissantes qui ont déjà commencé à se transformer en troubles et à retarder le développement humain de l'importante population de jeunes dans la région » : ainsi s'exprimait, en septembre 2018, la Banque mondiale, peu suspecte de sympathies pro-palestiniennes, dans un rapport qui, comme les précédents, a dû être remis dans les tiroirs des chancelleries occidentales...

Si un cessez-le-feu de facto semble avoir été obtenu, suite à une médiation de l'Égypte et parce que Netanyahu ne pouvait guère assumer une offensive plus violente, quelques jours avant les célébrations de l'anniversaire d'Israël et deux semaines avant l'Eurovision, nul doute que d'autres épisodes du même type se produiront à l'avenir. A fortiori au vu des résultats des dernières élections israéliennes et de la future coalition qui gouvernera le pays. Bezalel Smotrich, leader du parti Tkuma qui devrait entrer au gouvernement, a ainsi écrit sur Twitter que « les combats à Gaza auraient dû s'achever avec sept cents terroristes morts, un pour chaque missile lancé ». Des déclarations guerrières qui ne peuvent qu'inquiéter quant à l'avenir de la population gazaouie, à laquelle nous apportons toute notre solidarité.

Julien Salingue

Hommage à Rabah Mhanna, du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)

Rabah Mhanna, membre du bureau politique du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) dans la bande de Gaza, est décédé ce dimanche 5 mai, en Espagne, à l'âge de 71 ans. Médecin de formation, fondateur de l'hôpital al-Awda (« le Retour ») et de l'Union des comités de travail de la santé dans la bande de Gaza, membre du Commandement national unifié de l'Intifada lors du soulèvement palestinien de 1987, emprisonné par Israël au début des années 1990, Rabah Mhanna était un infatigable militant qui a passé son existence à combattre l'occupation.



Le NPA, dont plusieurs militantEs avaient eu l'occasion de rencontrer Rabah, à Gaza ou en France lors des visites qu'il y a effectuées, présente ses condoléances et témoigne toute sa solidarité à sa famille et à ses camarades du FPLP, alors même que la bande de Gaza, où Rabah Mhanna milita toute sa vie, est toujours sous blocus et vient de subir une nouvelle agression de l'armée israélienne.

TURQUIE



AUTORITARISME ET RÉSISTANCES SOCIALES

ENTAILLES DÉMOCRATIQUES DANS L'OSSATURE DICTATORIALE DU RÉGIME ERDOGAN

Vainqueur lors de chaque scrutin depuis les législatives de novembre 2015, Erdogan a essuyé un sérieux revers lors des municipales du 31 mars 2019. Si le total des voix obtenus par l'Alliance AKP-MHP (ultranationaliste) constitue toujours plus de 50% des suffrages et impose d'être prudent quant aux déclarations hâtives concernant « la fin de l'AKP », il semble bien que cette dernière souffre d'une perte de crédibilité au niveau d'une partie de son électorat et que son obstination à ne pas reconnaître sa défaite à Istanbul ne contribue pas à inverser cette tendance.

Un net recul pour Erdogan

Le parti d'Erdogan, malgré la mobilisation de tous les moyens dont l'État disposait, accompagnée d'un discours belliqueux centré sur la « survie de la nation » qui serait menacée par l'opposition, a en effet perdu, lors de ce scrutin, 15 villes. Huit d'entre elles ont été récupérées par le CHP (principal parti d'opposition, républicain-nationaliste lié à l'Internationale socialiste). Parmi celles-ci, les deux plus importantes villes du pays, Istanbul et Ankara, qui étaient administrées par l'AKP depuis 25 ans. Les



ressources financières considérables créées par ces municipalités ont permis au capital islamiste de se développer, sur lequel l'AKP s'est appuyé tout au long de son règne, tout en contribuant à son enrichissement. Pour expliquer l'ampleur de ce que l'AKP perd avec Istanbul, en dehors de sa signification symbolique, on peut

par exemple indiquer que le budget annuel de la municipalité pour 2019 s'élève à 6 milliards d'euros. C'est le MHP qui a récupéré les sept autres villes perdues par l'AKP. En effet, l'alliance entre les deux partis n'était valable que dans certaines villes, alors que dans d'autres ils se concurrençaient. Un transfert de voix des déçus de l'AKP vers son

allié, le MHP, avait déjà été observé auparavant, mais ce scrutin permet de constater que cette tendance se renforce. Si le tournant nationaliste opéré par Erdogan vers 2015 a été fécond dans un premier temps, il semblerait que l'affinité idéologique a favorisé un mouvement inverse dans une période de perte de légitimité de l'AKP due

principalement aux conditions de récession dans laquelle le pays s'enfonce et dont les douloureuses conséquences se font sentir par une baisse alarmante du pouvoir d'achat.

Toutefois, rien ne permet de dire que c'est la réaction à la crise économique qui a joué dans la victoire du CHP. Si un petit pourcentage de l'électorat de l'AKP, probablement parmi les couches urbaines les plus pauvres, n'a pas ressenti le besoin de se déplacer, comme le montre la baisse de la participation aux élections (qui reste quand même au niveau de 84% contre 86% en 2018), c'est principalement l'alliance forgée par l'opposition qui a favorisé les victoires remportées à Ankara et Istanbul. Celle-ci comprenait principalement le CHP et le İYİ Parti qui résulte d'une scission séculaire du MHP. Mais elle a aussi été soutenue par le HDP, parti réformiste de gauche issu du mouvement kurde, qui n'a pas présenté de candidat dans la plupart des métropoles de l'ouest et a appelé à voter pour ceux du bloc de l'opposition.

Le régime contre-attaque

Dès le lendemain des élections, l'AKP a multiplié les recours, principalement à Istanbul mais aussi dans d'autres municipalités. Notons au passage que les recours déposés par le HDP n'ont pas été acceptés. Les recours de l'AKP concernaient principalement les votes comptabilisés comme nuls. Le recomptage des votes, qui a duré deux semaines, a été accompagné d'une campagne initiée par certains secteurs de l'AKP annonçant qu'il serait question de fraude et de « coup d'État électoral » de la part de l'opposition. Les urnes et la « volonté nationale » constituant la principale source de légitimité d'Erdogan, ce dernier était probablement conscient qu'il était risqué de ne pas concéder la victoire. Mais après avoir gardé le silence pendant plusieurs jours, il a consenti à adhérer à la thèse de la fraude. Finalement, l'écart entre les deux candidats pour Istanbul (48,8% pour Imamoglu du CHP et 48,5% pour Yildirim, ex-Premier ministre de l'AKP) s'est réduit à 13 000 voix, mais le Haut conseil électoral a été obligé d'annoncer officiellement la victoire d'Imamoglu. L'AKP cependant, jouant son dernier atout, a déposé un recours pour l'annulation des élections d'Istanbul, obtenant gain de cause le 6 mai.

Dans le même temps Erdogan adoptait un discours conciliateur en appelant à une « alliance de la Turquie » visant à « refroidir le fer chaud » et apaiser les tensions et divergences. Ce tournant, dénué en réalité de tout contenu concret, a suffi à provoquer la réaction de Devlet Bahçeli, Président du MHP. Conscient du fait qu'une rupture du bloc AKP-MHP ferait perdre à Erdogan sa position majoritaire et que le chef de l'État ne pourra se permettre un tel divorce, le leader de l'extrême droite traditionnelle a ainsi mis sur la surenchère au nationalisme, ce qui jusqu'à maintenant lui a été bénéfique : « Le CHP est le quartier général des ennemis de la Turquie. Si l'Alliance du peuple [AKP-MHP] ne continue pas, le PKK, les gülenistes, les adeptes de Gezi et de Soros vont se renforcer à travers les administrations municipales pour étrangler la Turquie. Le renouvellement des élections à Istanbul est une question de survie nationale ».

Le lendemain Kemal Kilicdaroglu, leader du CHP, échappait de peu à une tentative de lynchage préméditée lors des funérailles d'un soldat tué dans un affrontement avec des militants du PKK. La maison où il s'est réfugié après avoir reçu des coups de poing a été encerclée par la foule : « Brûlez-la » hurlaient certains des assaillants. Le discours de haine tenu par Erdogan et Bahçeli et la criminalisation de l'opposition identifiée au terrorisme s'est ainsi traduite ainsi en acte concret.

Le mouvement kurde

Le parti le plus ciblé par cette criminalisation a bien entendu été le HDP kurde, dont les voix ont été décisives dans les victoires à Istanbul et Ankara. À l'Est, malgré la répression, le HDP a réussi à reprendre six des dix villes qui avaient été mises sous tutelle de l'État, avec destitution des maires, remplacés par des gouverneurs pro-AKP. Cependant, dans trois villes, c'est l'AKP qui l'a emporté. Bien entendu, la répression, les déplacements forcés de populations durant les combats de 2015-2016 et une présence massive de personnel militaire expliquent en grande partie ces résultats. Selon Selahattin Demirtas, ex-leader du parti, en prison depuis plus de deux ans, « l'AKP a aussi pu tirer avantage des erreurs du HDP dans certaines localités. Le HDP possède théoriquement le meilleur modèle d'administration municipale mais il n'a pas encore pu montrer la même performance dans la pratique ». D'autre part, les candidats de l'AKP ont repris six municipalités de districts après un recours, sous prétexte que les candidats (HDP) sortant avaient été exclus de la fonction publique dans le cadre de l'état d'urgence alors que cela n'avait constitué aucun problème lors des candidatures. De même, le parti au pouvoir a déposé un recours pour l'annulation des votes de tous les limogés par décrets (130 000 environ), ce que le Haut conseil électoral a refusé. Signalons en outre que les grèves de la faim poursuivies dans les prisons par 7 000 militantEs kurdes, dont des députés HDP, pour lever l'isolement de Oçalan, en sont pour certains à plus de 170 jours et que 8 militantEs se sont suicidés jusqu'à maintenant pour la même raison... La gauche radicale quant à elle, qui ne constitue pas une force politique capable d'intervenir sur quoi que ce soit, et ne montre aucune volonté pour un quelconque cadre unitaire, s'est contentée dans sa grande majorité de soutenir l'opposition sans aucun programme indépendant. La position du HDP en faveur de l'opposition a servi de justification à cette passivité. Le Haut conseil électoral ne s'est toujours pas prononcé, jusqu'à ce jour, concernant l'annulation des élections d'Istanbul. L'acharnement de leur parti pour ne pas reconnaître les résultats provoque la réaction d'une certaine partie de la base de l'AKP. Quoi qu'il en soit, ces victoires relatives ont défait le sentiment que l'AKP était invincible. L'opposition, toute tendance confondue, et malgré des divergences fondamentales, retrouve aujourd'hui le moral, la force et la détermination pour continuer à combattre ce régime corrompu et dictatorial. Ce qui est capital, car les combats à venir risquent d'être rudes.

Uraz Aydin

IMPASSE EN POLITIQUE EXTÉRIEURE COMME INTÉRIEURE

L'AKP, qui se prenait non seulement pour une puissance régionale mais aussi une puissance centrale, avait cru saisir une occasion avec le printemps arabe. Elle avait préféré mener une politique sans conflit ouvert avec les forces djihadistes, et était resté peu disposée à la demande d'intervention des États-Unis face à l'État islamique qui se renforçait. Par conséquent, le mouvement kurde en Syrie était devenu la seule force fiable pour les États-Unis dans la région. Quand les Kurdes ont réussi à faire reculer le mouvement djihadiste, la Turquie a complètement changé de cap et s'est consacrée uniquement à discréditer le mouvement kurde et à affaiblir sa force à la frontière. Dans ce but, elle s'est approchée de la Russie comme un pouvoir d'équilibre face aux États-Unis et a essayé de gagner une position dans les négociations.

Ambitions réduites

En somme, l'ambition de devenir une puissance globale s'est réduite, avec l'essor du mouvement kurde comme un facteur non négligeable pour le régime syrien ainsi que pour les puissances étrangères présentes dans la région, question kurde qui est aussi un problème domestique pour la Turquie. En fait, la relation étroite entre le mouvement kurde en Syrie et celui de Turquie a déjà rendu peu opérante la distinction entre politique extérieure et intérieure. La Turquie participe à la fois aux négociations de Genève organisées par l'Occident et au processus Sochi-Astana mené par la Russie et l'Iran, qui est beaucoup plus

acceptable pour le régime syrien. La Turquie qui a réalisé des opérations transfrontalières pour établir des zones tampons avec le consentement des Américains et des Russes en dépit de leurs politiques opposées, se trouve coincée avec la défaite à Idlib des groupes qu'elle soutenait contre les djihadistes plus radicaux. D'autre part, la tentative d'achat de missiles S-400 auprès de la Russie pour améliorer les relations diplomatiques endommagées a mis en danger la livraison d'avions de guerre étatsuniens F-35, pour lesquels la Turquie avait déjà versé 900 millions de dollars. En plus de cela, selon les autorités US, certaines sanctions seraient envisagées. Cela signifierait que la Turquie, qui se trouve déjà dans une situation économique critique, aurait des difficultés à accéder à des fonds dont elle a désespérément besoin sur les marchés financiers mondiaux.

Le problème kurde demeure central

Erdogan, qui tente de sortir de l'impasse de la politique intérieure en menant une propagande selon



laquelle la lutte contre un corridor kurde tout au long de la frontière syrienne jusqu'à la Méditerranée serait une question de vie ou de mort, continue à négocier pour établir une zone tampon de 32 km sous son contrôle.

Les déclarations de la Russie en faveur des Kurdes ne sont que des paroles, car elle ne veut pas que la Turquie, qu'elle avait déjà éloignée des États-Unis, se rapproche de nouveau de Washington. En ce moment, ce qui est important pour la Russie c'est que les djihadistes, y compris ses citoyens, qui se trouvent entassés à Idlib, soient chassés et, pour ne pas contrecarrer ce but, elle ne peut supporter des tensions dans ses relations avec la Turquie.

Ankara, qui considère le régime de Damas illégitime, a vu ses relations se détériorer avec des pays comme l'Irak, l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats. En outre, les relations avec Israël, qui jouent un rôle important dans les relations turco-étatsuniennes, empirent. On peut en outre ajouter à ce tableau le fait que la Turquie est actuellement le pays le plus problématique dans l'OTAN.

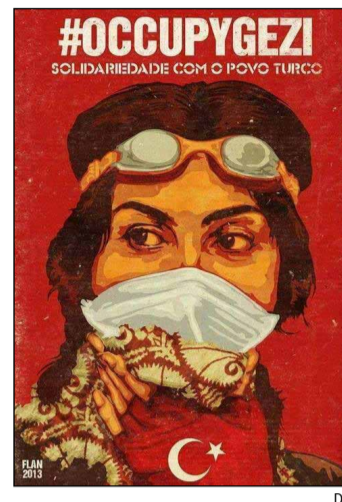
Le fait que la Russie se soit confortablement établie dans la région, que les Kurdes aient provoqué l'effondrement de l'État islamique, que Damas ait repris des forces et que les États-Unis dansent avec les Kurdes a ruiné les rêves de l'AKP de devenir le leader des Frères musulmans, et l'a entraînée dans une situation où elle ne sait pas quoi faire avec les Kurdes, qui constituent l'un de ses problèmes majeurs de politique intérieure. **Masis Kürkçügil, traduit par Osman S. Binatli**

LA CLASSE OUVRIÈRE TURQUE FAIT FACE À DES ATTAQUES MAJEURES

L'économie turque souffre, surtout depuis l'année qui vient de s'écouler, d'une crise menaçante. D'après les statistiques officielles, l'inflation sur les produits alimentaires a atteint 32% en avril 2019. La monnaie turque s'est dépréciée : entre mai 2018 et mai 2019, le dollar a ainsi gagné 40% par rapport à la livre turque. Dans une économie où l'accès aux produits de première nécessité, y compris les produits alimentaires, est basé sur les importations, une telle fluctuation de la monnaie a créé des difficultés énormes pour obtenir même des produits de base comme les oignons ou les pommes de terre. Et tandis que les prix augmentent rapidement, les chiffres du chômage atteignent les niveaux les plus hauts de ces dernières années. D'après les statistiques officielles de janvier 2019, le chômage a augmenté de 3,9% en un an, pour atteindre 14,7%, avec un taux de chômage des jeunes de 24,7%. Au cours des 10 dernières années, la Turquie a suivi la voie d'une croissance économique reposant sur l'endettement, et les capitalistes turcs ont emprunté des sommes colossales dans des banques étrangères. La dette du secteur privé turc a atteint 247 milliards de dollars, parmi lesquels 123 milliards d'emprunts à court terme.

Plan d'austérité

Dans ce contexte, le ministre des Finances (qui se trouve être le genre d'Erdogan) a annoncé, juste après les élections municipales, un nouveau plan du gouvernement destiné à mener une



prétendue « guerre économique ». En réalité, il n'y a rien de nouveau dans ce programme, sinon son nom. Toutes les mesures d'austérité qu'il contient (le maintien du salaire minimum à un bas niveau, un fonds pour l'assurance chômage, dont les montants seraient réduits, toujours plus de flexibilité dans le monde du travail, la limitation des augmentations de salaires pour les fonctionnaires, etc.) étaient déjà incluses dans le rapport du FMI sur la Turquie, daté d'avril 2018. Le point le plus important est l'annonce, par le ministre, d'une augmentation des taxes pour les salariés et d'une baisse des taxes pour les entreprises, mais aussi celle d'une réforme du système de retraites, dont la première étape est la réforme de l'assurance chômage. Le projet consiste en un démantèlement de l'actuel système d'indemnisation, et en son remplacement par des fonds privés, auxquels les employeurs verseraient une somme prélevée

sur les salaires. Avec évidemment une réduction considérable des cotisations patronales... Le gouvernement espère que ce fonds d'assurance chômage atteindra 10% du PIB du pays d'ici 5 ans, soit d'immenses moyens financiers pour des capitalistes turcs déjà endettés. Les travailleurs turcs paieraient ainsi les dettes de géants de la construction ou de l'énergie, devenus riches grâce à cet endettement qui leur a permis de se développer considérablement au cours des 10 dernières années...

Nouveaux défis pour la classe ouvrière

Cette nouvelle crise économique va en outre confronter la classe ouvrière à de nouveaux défis. Alors que la croissance économique était là, les luttes ont été nombreuses, avec des occupations d'usines ou des grèves sauvages comme dans l'industrie automobile. Les résultats de ces luttes se retrouvent en partie dans les salaires : les salaires brut ont augmenté de 42% entre janvier 2015 et septembre 2017, alors que l'inflation était, pour la même période, de 23%. Mais désormais, avec la crise économique, les luttes des travailleurs vont davantage se concentrer sur la protection des droits acquis que sur la conquête ou l'extension de droits. Toutes les mesures d'austérité annoncées dans le « nouveau programme économique » du gouvernement, ainsi que la possibilité de fermetures d'usines et de suppressions massives de postes, vont mener à des luttes difficiles pour défendre des positions durement acquises. **Metin Feyyaz, traduit par J.S.**

« LES FEMMES SONT PLUS FORTES ENSEMBLE »

Alors que de nombreuses mesures progressistes ont été adoptées grâce aux luttes féministes en Turquie, il est particulièrement difficile pour les femmes turques de voir que les pas en avant vers l'égalité femmes-hommes sont remis en question, un par un, par les cercles pro-gouvernementaux, par les médias et par le gouvernement lui-même.

440 féminicides en 2018

L'attaque de la police, à coups de gaz au poivre, contre la 17^e édition du rassemblement nocturne d'Istanbul à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes du 8 mars, a montré que le gouvernement entend adopter une attitude encore plus dure – si cela est possible – vis-à-vis des revendications des femmes et des questions d'égalité. Cette année, la police turque a tout simplement déclaré illégal ce rassemblement pacifique, et bloqué tous les accès à l'avenue İstiklal, lieu de nombreuses manifestations et rassemblements de tout type depuis bien longtemps, soumis à un contrôle de plus en plus strict au cours des dernières années. L'une des questions les plus importantes de l'agenda féministe en

Turquie est la question des violences sexistes. L'année dernière, ce sont pas moins de 440 femmes qui ont été tuées par des hommes, selon les chiffres de la plateforme « Nous stopperons les féminicides ». Plus de 60% de ces meurtres ont été commis par des maris, des ex-maris, des frères ou des pères. D'après un rapport présenté par Sezgin Tanrikulu, député du parti d'opposition CHP, ce sont 15034 femmes qui auraient été assassinées depuis l'accession au pouvoir d'Erdogan et de son parti AKP en 2002, année où 66 féminicides avaient été comptabilisés. Mais au lieu de prendre des mesures pour lutter contre les violences sexistes, le gouvernement AKP préfère établir des commissions destinées à lutter contre le divorce, forcer les femmes à rester dans les foyers où elles sont victimes de torture quotidiennement, qualifier les féministes de briseuses de foyers et s'appuyer sur ses alliances avec les médias conservateurs pour attaquer les instruments légaux, nationaux et internationaux, les plus vitaux pour les femmes : loi nationale pour la prévention des violences, droit à la pension alimentaire pour les femmes, droits sexuels, convention d'Istanbul¹, CEDAW², etc.

Violences au foyer et au travail

Alors que la Turquie a été secouée par des affaires de maltraitance sur des enfants et de viols au cours des dernières années, le gouvernement a proposé un projet de loi dont l'objectif est de baisser l'âge légal pour les relations sexuelles dans le cadre d'un mariage. Si ce projet devait être adopté, cela pourrait conduire au pardon de milliers d'hommes actuellement en prison pour des violences sexuelles et à leur libération, et les tribunaux pourraient retarder les peines ou différer les verdicts pour des hommes ayant illégalement épousé des filles trop jeunes.

On le voit, les raisons sont multiples pour que les femmes en Turquie soient en colère. En janvier dernier, une plateforme de 157 organisations féministes et LGBTIQ ont signé une déclaration pointant le fait qu'une telle amnistie serait un encouragement pour les auteurs de violences sexuelles et les mariages illégaux avec des enfants, et qu'elle découragerait définitivement les survivantes d'engager des poursuites judiciaires. La place et la participation des femmes au travail est une autre

question essentielle en Turquie, un pays dans lequel un ancien ministre des Finances de l'AKP avait déclaré que les taux de chômage « avaient l'air » élevés car les femmes aussi cherchaient des emplois... Pas besoin, dans de telles circonstances, de faire de grandes démonstrations pour comprendre quelle est l'approche dominante quant aux questions d'égalité en Turquie. Avec moins de 35% de femmes dans la force de travail, la Turquie se classe au 131^e rang (sur 144) du Rapport mondial sur l'écart entre les sexes (édition 2017). On peut le dire sans hésiter : en Turquie, le travail gratuit des femmes est invisible, et le travail salarié est plus précaire. En outre, les questions de discriminations au travail, de critères patriarcaux dans les embauches et d'inégalités de salaire sont loin d'être résolues.

Les femmes ne renoncent pas

Il convient en outre de souligner que l'espace dans lequel peuvent se développer les organisations travaillant sur les questions de genre est de plus en plus réduit, et de rappeler qu'à peu près toutes les organisations de femmes kurdes ont été déclarées illégales par le gouvernement



après la proclamation de l'état d'urgence en 2015.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que les femmes renoncent. Bien au contraire. En 2018, des organisations de femmes et des militantes indépendantes venues de toute la Turquie ont formé une nouvelle coalition, « Les femmes sont plus fortes ensemble », un front uni contre le patriarcat et les inégalités de genre. Parce que les femmes en Turquie en ont vraiment assez

de l'antiféminisme, des fauteurs d'inégalités, et des attaques contre leurs corps, leurs identités, leurs droits et leurs vies.

Sanem Ozturk, traduit par J.S.

1 – Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée en 2011 à Istanbul.

2 – Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979 par l'Assemblée générale des Nations unies.

BOURG-EN-BRESSE

Un sursis pour les demandeurs d'asile



Quand un bailleur « social » fait la chasse aux migrantEs et à leurs soutiens.

Le collectif Solidarité-migrants de Bourg-en-Bresse voit arriver depuis quelque temps des demandeurEs d'asile en provenance du Puy-de-Dôme. Pour d'obscures raisons, vraisemblablement liées à des accords régionaux passés sous la houlette de Laurent Wauquiez, ces « dublinés »¹, touTEs originaires d'Afrique, sont envoyés dans l'Ain par la Direction départementale de la cohésion sociale clermontoise. Et bien sûr, rien n'est organisé par les services de l'État pour leur logement : ils et elles dorment dans la rue.

Occupations... et poursuites judiciaires

Avec des succès divers, plusieurs réquisitions de bâtiments ont été tentées avec l'aide du collectif, afin que ces personnes puissent au moins avoir un toit au dessus de leur tête. Une villa inoccupée appartenant à Bourg Habitat, le bailleur social de la mairie, a été investie. Mais une fois la trêve pascale terminée, le bailleur « social » a envoyé policiers et huissiers accomplir leur déplorable besogne, consistant à relever l'identité des occupantEs et des membres du Collectif présents (dont deux militantEs du NPA).

Une plainte, déposée dans la foulée, a donné lieu à une citation au tribunal. Mais le juge, estimant qu'il n'y avait pas matière à référé, a renvoyé « l'affaire » au 6 juin, donnant un peu de répit pour que la solidarité concrète s'organise. Le temps précieusement gagné permettra d'engager des négociations avec le propriétaire sur le devenir du bâti.

Prévue à l'origine pour abriter des personnes en « difficulté », comme ils disent, la villa est laissée à l'abandon depuis des années, faute de réel projet, et probablement de crédits...

Le collectif va demander à la mairie (PS, PC, Verts) la signature d'un bail pour une occupation temporaire, dans l'attente du démarrage d'hypothétiques travaux. Mais pour l'heure, la procédure suit son cours et les convocations au commissariat des militantEs ainsi que des habitantEs du lieu vont bon train...

Correspondant

1 - De plus en plus d'exiléEs qui demandent l'asile en France se voient opposer le règlement Dublin, qui les oblige à déposer leur dossier dans le premier pays européen où ils sont entrés.

SYNDICALISME

CGT : un congrès pour rien ?

Le congrès confédéral de la CGT s'ouvrira lundi 13 mai dans les plus mauvaises conditions pour l'organisation aux plus de 600 000 adhérentEs. Si son recul à la deuxième place dans la mesure de la représentativité syndicale est plus symbolique que significatif d'un basculement des rapports de forces, il s'agit malgré tout d'un marqueur d'un déclin lent mais continu de la CGT depuis le milieu des années 1970.

Si les autres confédérations ont fait face aux mêmes difficultés, les spécificités de l'implantation de la CGT dans les secteurs les plus impactés par les réorganisations destructrices d'emplois et de statuts en ont amplifié le phénomène. Des réorganisations au centre desquelles se trouvent les privatisations d'entreprises dans lesquelles la CGT était solidement implantée et qu'elle a largement accompagnées, soit par suivisme de la politique du PCF soutenant les gouvernements de « gauche », soit par calcul et opportunisme visant à maintenir des prérogatives, des financements, des statuts privilégiés.

Les Gilets jaunes, facteur de déstabilisation

À ces difficultés s'est ajoutée l'incapacité à faire combattre les lois Rebsamen, El Khomri et Macron, qui ont mis en pièces une grande partie du Code du travail, et notamment les institutions représentatives du personnel. La réduction drastique des moyens institutionnels des syndicats dans les entreprises ne fait que commencer. Le nombre d'élus salariéEs « protégés » aura chuté de 700 000 à 500 000 d'ici à la fin de l'année. L'activité des syndicats d'entreprise est presque complètement absorbée par les négociations des nouvelles institutions (CSE et CSCE), en même temps que les CHSCT voient leurs capacités d'action dramatiquement réduites.

L'irruption du mouvement des Gilets jaunes constitue un nouvel épisode de déstabilisation. Une mobilisation en grande partie menée par des couches du salariat éloignées de l'influence syndicale, portant des revendications aux formulations ne correspondant pas aux critères « CGT », avec des formes de lutte incluant des affrontements avec les forces de l'ordre également hors des



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

rituels « CGT ». Des réalités qui ont rendu difficiles les convergences, même après la rectification de la dénonciation initiale du mouvement, notamment au niveau confédéral, et le faux-pas du communiqué inter-syndical (sauf Solidaires) appelant à la négociation et dénonçant « toute forme de violence dans l'expression des revendications »... mais pas les violences du pouvoir.

Débats et pistes de travail

Les débats du congrès confédéral sont loin de traverser l'ensemble des rangs des adhérentEs. Seule une frange du corps militant s'y implique. C'est essentiellement par l'écho médiatique donné aux « affrontements » internes lors du congrès que ceux-ci prennent une dimension publique. Aucune militantE ne pense que le statu quo est possible. Au moment du précédent congrès, Martinez déclarait : « Le syndicalisme, par essence, est réformiste ». Plusieurs pistes sont (re)découvertes par la direction confédérale. Tout d'abord revenir au syndicalisme cher à Krasucki « de la feuille de paie et du carreau cassé », mettant en garde contre

les confrontations idéologiques en interne et souhaitant rester à l'écart des batailles politiques. La feuille de route reste le « Nouveau statut du travail salarié ».

L'autre idée est celle de la restructuration de la CGT, un chantier mis en route en 2008, censé aboutir à une réduction du nombre de fédérations, à la mise en sommeil d'Unions locales, au chapeautage des instances géographiques par des comités régionaux sous tutelle de la confédération et au développement de syndicats de zone d'activité dépassant le cadre de l'entreprise. Autant de projets qui, tout en répondant en partie à de vrais problèmes, n'ont pas réussi à vaincre les résistances d'appareils fédéraux, départementaux ou de grosses entreprises soucieux de conserver prérogatives et moyens. Difficile de savoir quels vont être les points de débat du congrès. Des propositions alternatives sont proposées par des syndicats du Nord, Info'com et Goodyear, sur une orientation voisine des structures ayant appelé à la manifestation du 27 avril. Elle se fonde sur un refus des dérives réformistes d'une CGT ayant renoncé à renverser le capitalisme, engluée dans le dialogue social, inféodée à la CES et à la CSI, en opposition à une FSM « lutte de classe ». Avec une radicalité qui a conduit ces structures à rejoindre le mouvement des Gilets jaunes. Mais ces positionnements seront d'autant moins convaincants en

raison du faible écho remporté par la manifestation du 27 avril qui illustre la difficulté à mobiliser même avec une « ligne juste ».

Vers un congrès chaotique ?

La CGT, comme l'ensemble du mouvement ouvrier, est confrontée aux conséquences de la restructuration des activités économiques, impactant les capacités de résistance des salariéEs, avec un affaiblissement numérique et un brouillage des repères politiques des équipes syndicales. La logique de la direction confédérale, mais aussi de bien des « oppositions », est de rester sur les acquis du « temps béni » de Krasucki-Séguy pour les unEs, de Viannet-Thibault pour les autres. Pourtant, dans le même temps, les positionnements et l'activité de la CGT ont considérablement progressé ces dernières années sur des thématiques comme l'immigration, le féminisme et les mobilisations LGBT.

Le verrouillage des débats, la sélection opaque mais organisée des délégués au congrès et des candidatEs à la direction confédérale, l'inexistence de cadres de débat augurent mal d'une ouverture indispensable des débats. Tout cela pourrait même mener à un congrès chaotique avec une polarisation des débats sur la composition de la direction confédérale plutôt que sur la stratégie des luttes et les questions revendicatives.

Robert Pelletier

ROUEN « J'veux du soleil » réchauffe le rond-point des vaches

Jeu 2 mai le film « J'veux du soleil » a été projeté, en soirée, au rond-point des vaches, bien connu dans les mouvements sociaux antérieurs comme endroit de distribution de tracts, blocages, devenu symbolique depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

Le rond-point doit son nom aux quatre vaches grande nature placées sur l'herbe (et enlevées maintenant). Depuis plusieurs semaines, des arrêtés préfectoraux successifs interdisent la présence de quiconque à moins de 300 mètres du rond-point, sous peine de contravention. Les Gilets jaunes y sont harcelés par la police et les huissiers. Ils et elles sont poursuivis, surveillés à leur domicile.

Ciné-débat en plein air

Mais, courageusement, ils et elles continuent de se battre, de tenir ce lieu pour rester visibles, de reconstruire les



DR

cabanes détruites par la police. Le soir du jeudi 2 mai, environ 350 personnes se sont retrouvées, dans une bonne ambiance, pour une séance de cinéma en plein

air, inédite dans ce lieu, entre autoroute, boulevard industriel, Babou et Brico dépôt. Le public était constitué en majorité de Gilets jaunes, venuEs des 4 coins de la

région, de syndicalistes et de militantEs de la gauche de la gauche. Quand Macron apparaissait à l'écran les réactions étaient bruyamment hostiles, et les applaudissements chaleureux accompagnaient les témoignages très touchants montrés dans le film. Avant la projection, François Ruffin et François Boulo ont pris la parole et ont ensuite répondu aux nombreuses questions et interventions. À quelques jours du samedi 4 mai pour « la reconquête des ronds-points » ce rassemblement au rond-point des vaches tombait à pic et a fait du bien aux Gilets jaunes en recherche de soutiens.

Correspondante

LYON

Grève(s) des éboueurs dans la Métropole

Pendant un mois les ordures se sont entassées dans les rues de la métropole de Lyon. En effet, ce sont tour à tour les éboueurs de la Métropole puis les salariéEs de Pizzorno (entreprise à laquelle le Grand Lyon sous-traite une partie du ramassage des déchets) qui se sont mis en grève pour une amélioration des conditions de travail et une augmentation de salaire.

Pizzorno est une entreprise principalement basée en France, dont le chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter : 218,6 millions d'euros en 2016, 232,9 millions en 2018

(+ 7,2%). Et les conditions de travail ne cessent de se dégrader pour les travailleurEs : augmentation de la charge de travail (suppression de camions, de tournées), pression de la direction...

HÔPITAUX L'urgence est à la coordination nationale!

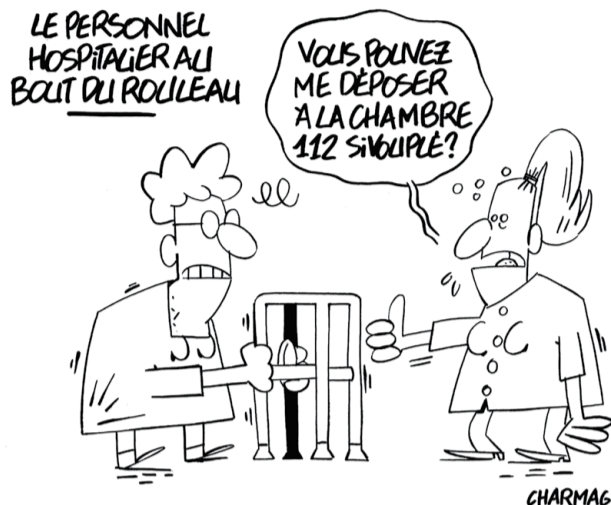
Le 1^{er} Mai à Paris, les violences policières, dès le départ de la manifestation, n'ont pas dissuadé les grévistes des urgences de l'AP-HP de former un cortège particulièrement dynamique et haut en couleurs hospitalières. Les mensonges de Hirsch et du ministre de l'Intérieur concernant les personnes réfugiées à la Pitié-Salpêtrière n'ont pas davantage entamé leur détermination. Signe des temps: le samedi 4 mai, Acte 25 des Gilets jaunes, ces dernierEs ont manifesté à Paris «en soutien aux personnels soignants et aux différents services de soins et d'urgences» sur un parcours reliant plusieurs hôpitaux.

OrganiséEs au sein du collectif inter-urgences qui appelle à l'extension de la grève et à la manifestation du 9 mai, contre la casse de la fonction publique, les agentEs de l'AP-HP poursuivent la lutte engagée depuis le 18 mars. Aujourd'hui, les 25 services d'accueil des urgences de l'institution parisienne sont entrés dans la danse et la mobilisation s'étend partout en France.

Contre l'asphyxie financière

L'appel à l'extension a en effet été entendu. À Châlons-sur-Saône, Mantes-la-Jolie, Nantes, la Croix-Rousse à Lyon, Angers, Creil dans l'Oise, Strasbourg, Mulhouse, Aix-en-Provence, Valence, Saint-Malo... les équipes ont souvent le soutien des médecins, comme le responsable du SMUR de Lons-le-Saunier, en grève depuis la fin de l'année dernière et qui, en lien avec le collectif parisien, se joindra à une manifestation nationale s'il y en a une.

ToutEs partagent l'exigence d'effectifs soignants et de lits d'hospitalisation à la hauteur des besoins sanitaires de la population abandonnée



par la médecine libérale. Leurs revendications s'opposent à la politique néolibérale menée par la ministre de la Santé. Une orientation qui conduit à la destruction des dispositifs de proximité en psychiatrie, à la fermeture d'hôpitaux de proximité, de services et de lits dans ce qu'il reste de l'hôpital public, que la ministre asphyxie financièrement en réduisant d'un milliard d'euros par an les dépenses hospitalières.

«Les structures d'urgences sont prêtes à exploser partout»

Macron comme Buzyn refusent d'entendre les conclusions d'une enquête menée par Samu-Urgences de France et le Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs élargi, rendue public mi-avril. Ces derniers dénoncent des équipes sous-dimensionnées et en souffrance, le non-respect du temps de travail et du code du travail, une pénibilité due aux horaires de la

permanence des soins, une utilisation croissante de l'intérim médical, des dysfonctionnements persistants en aval des urgences, un manque de personnel au sein des Samu-centre 15. «Les structures d'urgences sont prêtes à exploser partout» concluent-ils, pronostiquant «un mouvement national qui va s'amplifier».

Certes, des syndicats ont déposé des préavis de grève nationale, mais une telle grève ne se décrète pas, elle se construit pas à pas avec celles et ceux qui luttent. Les grévistes ne peuvent compter que sur leurs propres forces. L'urgence est à une réunion nationale, pour décider du mouvement d'ensemble qui mettra en échec ce gouvernement et ce président qui ne pratiquent que le mensonge et la matraque. L'appel, issu de la Coordination nationale de défense des hôpitaux de proximité et des maternités, à une rencontre, le samedi 11 mai, à la Bourse du travail de Paris, de toutes les forces, syndicales, politiques, associatives, qui agissent en faveur de l'hôpital public, doit être entendu, et le collectif inter-urgences y a toute sa place.

CorrespondantEs

ÉVRY Du personnel, des salaires et du respect pour les salariéEs de la MAS-ADEP!

Vendredi 26 avril, 90% du personnel soignant et la moitié des salariéEs de la MAS-ADEP d'Évry étaient en grève. Cet établissement accueille des personnes en situation de handicap grave, dont la moitié sont sous assistance respiratoire.

Les soignantEs n'en peuvent plus de la maltraitance institutionnelle, du manque de personnel (médi-caux, paramédicaux, éducatifs et sociaux), des absences non remplacées entraînant accidents de travail et arrêts maladie. Ils dénoncent une gestion de personnel autoritariste et méprisante, aboutissant à des sanctions disciplinaires totalement abusives, auxquelles s'ajoutent des problèmes de paie récurrents, et l'interdiction de poser des récupérations. L'état de tension constant ne fait qu'aggraver la qualité de la prise en charge des résidentEs, qui ne se sentent plus en sécurité.



NPA

Revendications nombreuses (et légitimes)

Les revendications portent sur le remplacement systématique des absences, des embauches sur les postes disponibles, un audit de tous les compteurs d'heures annuels individuels depuis 2015, le paiement des récupérations non prises depuis plusieurs années, des bulletins de salaire correctement établis et des salaires payés à leur juste montant à la fin du mois. Ils et elles demandent aussi le respect et la reconnaissance du travail de touTEs les salariéEs et celui des instances de représentation du personnel.

RéuniEs en assemblée générale le 26 avril au soir, après une promesse de réponse de la direction générale sous 10 jours, les salariéEs envisagent un nouvel appel à la grève si elles et ils n'obtiennent pas satisfaction. L'ADEP (Association de défense et d'entraide des personnes handicapées) regroupe des établissements du secteur sanitaire privé non lucratif. Comme le secteur privé lucratif, ces associations se livrent à une concurrence amenant les plus grosses associations à «avaler» les plus petites. Ainsi, depuis 2013, l'ADEP a été placée sous mandat de gestion de la Fondation hospitalière Sainte-Marie, elle-même mise sous mandat de gestion de l'USSIF, elle-même sous mandat de gestion depuis 2018 du groupe VYV, premier groupe national de soins et de services du secteur privé non lucratif, ayant notamment repris la MGEN et Harmonie Mutuelle – 25000 salariéEs et 900 structures de soins et services. Une logique dont les salariéEs et les personnes en situation de handicap refusent de faire les frais.

Correspondant

INDRE-ET-LOIRE Visite de Macron: Amboise dans la nasse

La venue de Macron et du président italien à Amboise, le 2 mai dernier, pour commémorer les 500 ans de la mort de Léonard de Vinci est emblématique de la période. De la communication pour nier la réalité.

La réalité, c'est que pour avoir une belle photo il aura fallu boucler la ville en interdisant toute manifestation sur trois communes, avec des centaines de policiers et gendarmes sur place, faire d'Amboise une ville morte et interdire les rassemblements déclarés par les organisations syndicales qui ont accepté (à l'exception de Solidaires et de la CGT organismes sociaux Région Centre) de se replier sur un rassemblement devant la préfecture de Tours.



DR

Contrôles systématiques

La réalité, c'est aussi que ce déploiement policier n'aura pas fait taire les Gilets jaunes. Nous étions 250 à manifester dans les rues

d'Amboise le samedi 27 avril pour appeler la population à exprimer ses désaccords avec la politique du gouvernement. Une petite centaine de Gilets jaunes d'Amboise

est sortie dans les rues le 2 mai pour dire que Macron n'était pas le bienvenu, et a été refoulée en dehors de la ville. Nous étions aussi plusieurs dizaines de Gilets

jaunes de l'assemblée de Tours et de syndicalistes (Solidaires et CGT organismes sociaux) à tenter de nous rendre à Amboise avant d'être aussi refoulés, avec contrôle systématique de toutes et tous, fouilles des véhicules et plusieurs arrestations avec auditions. Malgré cela, nous avons pu investir et tenir un rond-point situé entre Tours et Amboise.

La réalité à Amboise, c'est enfin la grève reconductible des postières et des postiers, attachés à bien faire leur métier, qui refusent la réorganisation de la distribution depuis maintenant plus de 10 jours et qui viennent enfin d'obtenir un début de négociations avec la direction...

Correspondant

Public, privé...

Les agents de la Métropole (salariéEs du secteur public), craignant que les salaires et conditions de travail soient progressivement calquées sur celles du privé, et donc fortement dégradées, se sont mis en grève le 19 mars. Les salariéEs du privé, encouragés par les grévistes du public, mais également par un renouvellement des délégués syndicaux, ont quant à eux cessé le travail à partir du 2 avril, sous l'impulsion de Sud, seul syndicat impliqué dans la grève. Les grévistes revendiquaient l'alignement sur le public, avec une augmentation de 300 euros net et de meilleures conditions de travail, des tenues adaptées et renouvelées régulièrement (vestes, pantalons, chaussures de mauvaise qualité, souvent absence de gants), ne pas effectuer la collecte seul à l'arrière du camion (les monorippers), ne

pas avoir à entrer à l'intérieur de la benne à ordures du camion pour la nettoyer... La Métropole, craignant une contagion de la grève à tous les éboueurs du territoire, s'est dès lors empressée d'accéder à de nombreuses revendications de ses agents du public, qui ont repris le travail après 17 jours de grève.

Pressions de la direction

ÉtudiantEs, syndicalistes et Gilets jaunes se sont relayés au piquet de grève pour soutenir les éboueurs en lutte. Un soutien essentiel face aux pressions exercées par la direction de Pizzorno sur les grévistes! Alors qu'elle entravait le droit de grève par la réquisition de salariéEs des villes alentour et par l'embauche d'intérimaires, elle n'hésitait pas à appeler des huissiers de justice et la police pour débloquent le dépôt et faire partir les camions. Toutefois,

ces différentes stratégies patronales n'ont pas suffi à masquer l'impact de la grève! Les intérimaires n'ayant pas l'expérience des salariéEs (ce qui a d'ailleurs posé de nombreux problèmes de sécurité pour eux), mais surtout le manque d'effectifs (la direction n'a pas pu remplacer 90% des éboueurs, et ce malgré les magouilles du Grand Lyon pour casser la grève et répartir la collecte entre plusieurs entreprises) ont conduit à l'entassement des déchets dans les rues, provoquant la colère des riverains.

Victoire en demi-teinte

Au bout de près de trois semaines de grève, la direction de Pizzorno, qui risquait d'importantes amendes et la perte de contrats avec la Métropole, a finalement accepté de négocier le jeudi 18 avril. Mais une journée avant les négociations, la



DR

direction de l'entreprise, qui ne pouvait que constater la détermination des grévistes, a décidé d'attaquer 9 d'entre eux en justice pour des motifs imaginaires

dans le but d'intimider et de faire taire la contestation... ce qui n'a fait que souder d'autant plus les grévistes! Le jugement a finalement été en leur faveur: les grévistes pouvaient continuer à tenir leur piquet devant le site à Vénissieux, ce que voulait empêcher la direction.

De nettes améliorations des conditions de travail, notamment sur les tenues, sur le nettoyage des bennes, ont été obtenues, ainsi qu'une prime de 50 euros. Une victoire en demi-teinte sur les revendications, mais les travailleurEs ont gagné en expérience et ils et elles savent maintenant que la seule façon de négocier, c'est par le rapport de forces, la grève! De nombreux liens se sont créés entre ces travailleurs et les étudiantEs et, lors du 1^{er} Mai, un cortège commun s'est constitué: c'est tous et toutes ensemble qu'on peut gagner!

Comité jeunes Lyon

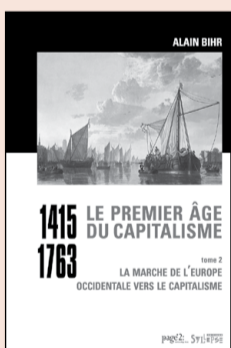


Les comités en action !

Anney Succès de la fête du NPA 74. Ces derniers temps, le NPA 74 a jeté toutes ses forces dans la bataille du rail, la lutte des Gilets jaunes, le combat pour la liberté de circulation et d'installation... Ceci explique sans doute pour quoi une centaine de personnes enthousiastes ont participé à la fête du NPA 74, organisée à Anney le samedi 4 mai. Avant que Philippe n'intervienne, ont pris la parole un représentant des Gilets jaunes, une infirmière de l'hôpital d'Anney et une jeune militante féministe. Nous avons ensuite rappelé que, même si LO a refusé notre proposition de liste commune, elle sera la seule à mener une campagne à la fois anticapitaliste, révolutionnaire, internationaliste. C'est pourquoi nous appelons à voter pour elle. Mais là n'était pas notre sujet principal : ce n'est ni à travers les élections ni à travers les institutions que l'on arrive à changer la vie, c'est dans la rue et par la grève générale ! Il y en a ras-le-bol de se faire humilier, de subir les reculs sociaux, avec en plus la tentative violente de faire taire la contestation sociale... Ce qui compte pour nous c'est le réveil du mouvement social et surtout l'irruption des Gilets jaunes, a insisté Philippe, se réjouissant que pareille protestation sociale et confrontation avec le gouvernement dure depuis si longtemps, comme jamais. Mais pas question de s'autoproclamer porte-parole du mouvement ! Nous avons formulé l'espoir que la mobilisation se renforce, que nous soyons des millions en grève et dans la rue, car c'est ainsi qu'on fera reculer le gouvernement, qu'on stoppera les politiques antisociales et que nous défendrons nos vies. La soirée s'est terminée par un repas et de la musique celtique et africaine, avec chants engagés rythmés au son du balafon...

librairie
★ la-breche.com

**Rencontre avec
Alain Bihr**
JEUDI 16 MAI À 18H



Autour de son livre
*La Marche de l'Europe
occidentale vers
le capitalisme.*

À la librairie
La Breche,
27, rue Taine 75012
Paris, M° Daumesnil.

Le NPA en campagne n°2

L'Écosocialisme : une urgente nécessité

Pas de liste aux européennes pour le NPA, mais une campagne politique pour faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste, dont nous déclinons un volet chaque semaine.

S'il est une bonne nouvelle en Europe, c'est bien l'ampleur et la radicalité des mobilisations de la jeunesse pour le climat (sans oublier le succès en Italie et dans l'État espagnol de la grève des femmes le 8 mars !). Les grèves scolaires et manifestations des collégiens, lycéens et étudiants contre l'inaction criminelle des gouvernants, ainsi que le succès des Marches pour le climat, sont un indice de la gravité et de l'urgence de la situation.

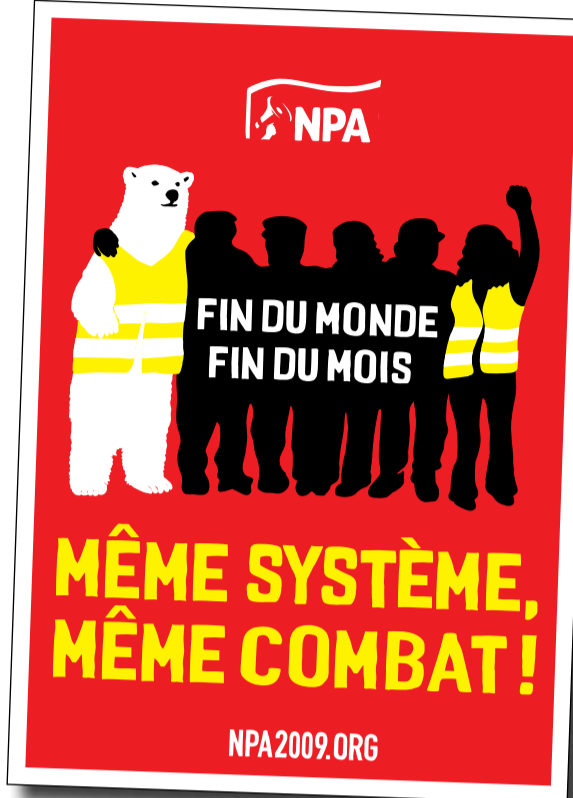
Une révolution énergétique à accomplir

À l'échelle mondiale, il ne reste que dix ans pour réduire de 58% les émissions de gaz à effet de serre. Les principaux pays d'Europe qui ont fondé leur développement sur le charbon, le gaz et le pétrole, sont parmi les premiers responsables de la catastrophe et doivent de toute urgence s'acquitter de cette « dette écologique » en réduisant drastiquement l'utilisation des énergies fossiles.

Quant à la France, sous la pression de l'industrie nucléaire et pétrolière, elle a un bilan énergétique figé sur un schéma aujourd'hui dépassé dans la plupart des pays européens : 67% d'origine fossile, 23% d'électricité (nucléaire, hydraulique), 10% de renouvelable (thermiques et déchets). C'est dire l'ampleur de la révolution énergétique à accomplir. Aujourd'hui, le marché libéralisé de l'énergie est livré aux intérêts concurrentiels des groupes capitalistes du secteur, pour la plus grande satisfaction des actionnaires – EDF a versé aux siens 1,3 milliard d'euros en 2017, plus de 20 milliards en 10 ans. Il faut rompre avec la dictature des marchés imposée par les institutions européennes.

Un plan d'urgence énergétique

La première nécessité est l'expropriation et la socialisation du secteur de l'énergie et de la finance,



marchandises dont la seule fonction est de mettre en concurrence les salariéEs. Pour mettre vraiment fin au tout-automobile, au lieu de pénaliser les plus pauvres avec des taxes injustes, il faut généraliser les transports publics urbains et périurbains gratuits.

Changer le système, pas le climat

L'agriculture industrielle productiviste, soutenue par la politique agricole commune (agrandissement, agriculture « high

tech...»), est l'une des causes majeures de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de la perte de biodiversité, de la pollution de l'eau et des sols, d'une alimentation de mauvaise qualité, des mauvaises conditions de vie et de travail des paysanEs et des salariéEs

de l'agro-industrie. La solution n'est ni dans la fermeture des frontières ni dans l'exportation, mais dans une agriculture paysanne et écologique commune, qui permettrait de nourrir sainement et suffisamment les populations, aux paysanEs de vivre et de travailler correctement et qui lutterait contre le changement climatique tout en prenant soin de la terre et du vivant. Immédiatement l'Union européenne doit interdire tous les OGM et mettre fin sans délais à la production et à l'utilisation des pesticides et autres « phytosanitaires », à l'élevage industriel...

« Changer le système, pas le climat » clament les jeunes dans les rues d'Europe et d'ailleurs.

Oui, changer pour une société où l'on produit moins mais partage plus, où la gratuité pour les besoins de base – eau, énergie, transports... – assure l'égalité.

Une société où l'on travaille moins – en réduisant massivement le temps de travail – mais où on travaille mieux pour prendre soin des humains et de l'ensemble du vivant, pour produire non pas des marchandises mais ce qui est utile, bon et beau.

Une société où la démocratie est réelle, vivante, directe et permet de décider, à tous les échelons, dans le quartier et le lieu de travail, nationalement et à l'échelle européenne...

Commission nationale écologie

Les Nôtres

Gilbert Hanna

Gilbert Hanna nous a quittés ce lundi 6 mai, jour de l'ouverture du procès Lombard pour les suicides de France Télécom, à propos duquel il avait milité avec acharnement.

Gilbert avait toujours dans sa besace un micro, un stylo, un appareil photo... et des livres qu'il avalait avec le souci permanent de découvrir les autres, de partager, de rendre compte, de confronter et se battre pour transformer les choses, la société.

Militant du monde du travail, pour la liberté, révolté, il a été de tous les combats contre l'injustice et avait l'internationalisme chevillé au corps, lui qui était d'origine libanaise et avait grandi au Sénégal avant d'en être expulsé en 1968. Pilier de Solidaires et Sud PTT après s'être battu dans la CFDT, de la radio la Clé des Ondes, du soutien à Georges Ibrahim Abdallah, de la solidarité avec la Palestine, du droit à la santé pour touTEs... aucun combat social ou démocratique ne lui était étranger. Nous perdons un camarade qui, comme sa radio, se mouillait pour qu'il fasse beau. Un « type bien », résume un ami.

Notre plus grande solidarité à Solange sa compagne, ses proches. Salut Gilbert!

Isabelle U

NPA
RÉUNION PUBLIQUE
SAMEDI 11 MAI 2019 / 18H
GRÈVE, BLOCAGES,
MACRON DÉGAGE !
AVEC OLIVIER BESANCENOT ET DES PARTICIPANT·ES AU MOUVEMENT SOCIAL
LILLE, SALLE COURMONT 2 RUE DE COURMONT (QUARTIER MOULINS)

Fête du NPA
Débats, meeting, repas, concert avec **KinKeliba**
Samedi 18 mai de 15h à 24h
Salle Festive Saint Etienne du Rouvray
Avec **Philippe Poutou**
Justice sociale, urgence climatique, c'est le système qu'il faut changer
Etabli - concert : 5 euros (npa payant sur réservation)
correspondance@npa76.org
facebook.com/npa.rouen
www.npa76.org

FÊTE ANTICAPITALISTE
PRIX LIBRE
AVEC : OLIVIER BESANCENOT
COMITÉ ADAMA TRAORÉ
JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...
ET EN CONCERT :
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
KALUNA TRIO GUITARE TOULOUSE
SAM. 18 MAI 2019
TOULOUSE - SALLE ERNEST RENAN
12H/23H - MÉTRO 3 COCUS - 5 CHEMIN D'AUDIERT
ESPACE ENFANTS - LIBRAIRIE - STANDS - FILM
RESTAURATION - EXPOS - CONCERTS - SPECTACLE
NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

MEETING
Précarité, Europe du capital, changement climatique... Stop !
SORTONS DU CAPITALISME !
Avec **OLIVIER BESANCENOT**
CLERMONT DE L'OISE
MARDI 21 MAI - 19H
CENTRE SOCIO CULTUREL 59 RUE WENCESLAS COUTELLIER
NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Rock

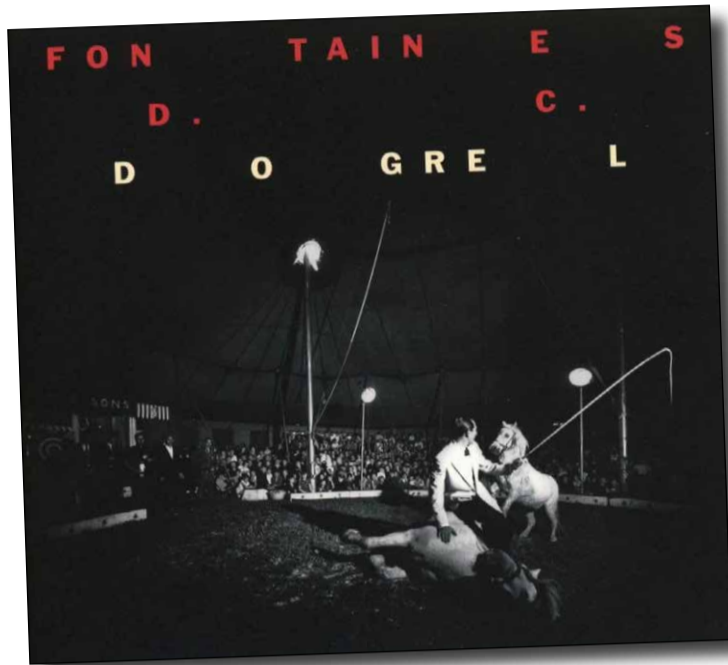
Dogrel, de Fontaine D.C.

Partisan Records, Pias, 13 euros.

Fontaines D.C. est un nouveau groupe rock qui tourne le dos aux ordinateurs et manipulations numériques pour mieux faire sonner les guitares et revenir à l'âpreté du son originel qui réagit aux émotions des textes-poèmes composés par leur chanteur Grian Chatten, âgé de 23 ans.

Retour de l'énergie éternelle du rock

« *And the radio is all about a run away model/With a face like sin and a heart like a James Joyce novel* » : quand un rocker cite James Joyce, Dublin n'est jamais loin. Fontaines D.C. est effectivement un quintet irlandais composé, outre de Grian Chatten au chant, de Carlos O'Connell et Connor Curley aux guitares, soutenus par la basse de Conor Deegab III et la batterie de Tom Coll. *Dogrel* est le premier album d'un groupe qui tourne depuis 2 ans au rythme d'un concert par jour ou presque. Les musiciens, qui se connaissent depuis plus de 4 ans, ont commencé par publier



des recueils de poésie inspirés de Joyce, mais aussi de Yeats ou de Kavanagh. Leurs textes sont pleins de colères rageuses ou dépressives, de brumes alcoolisées et de

douleurs politiques extériorisées dans un gros son biberonné du côté des Joy Division, The Smiths, The Cure, ou du Velvet Underground. La musique des Pogues leur a

également permis de faire le lien entre le punk rock et la musique traditionnelle irlandaise. Fontaines D.C., c'est avant tout le retour de l'énergie éternelle du rock. Une musique du peuple, une musique urgente qui évoque les bitures dans les pubs, les bagarres dans la rue, l'authenticité d'un pays en proie à une mondialisation débridée et qui en meurt (*Boys in the Better Land*, *Hurricane Laughter*, *Too Real*, *Chequeless Reckless*). Dublin est également omniprésente avec *B.I.G* ou le titre final de l'album, *Dublin City Sky*. Les guitares saturées de Fontaines D.C. savent aussi laisser place à l'humour comme l'indique le titre de leur album, *Dogrel*, qui vient de l'anglais « doggerel » et qui signifie « burlesque ». Il est trop tard pour les voir à Paris où ils n'ont donné qu'un concert unique (dans tous les sens du terme) au Point Ephémère le 22 avril mais ils participent à de nombreux festivals de l'été 2019. À voir et entendre de toute urgence.

Sylvain Chardon

1 – « *Ma radio est de bout en bout un modèle pour fuir/Avec le visage du péché et un cœur comme un roman de James Joyce* » (extrait du morceau *Boys in the Better Land*).
2 – À Nîmes le 1^{er} juin, à St-Brieuc le 7 juin, à Belfort le 4 juillet, à Carhaix le 20 juillet et à Saint-Malo le 15 août.

Cinéma

Her Job, de Nikos Labôt

Film grec, 1h30, sorti le 1^{er} mai 2019.

Dans une Grèce où la crise n'est plus que le nom du quotidien, où les informations diffusent des nouvelles de manifestations que l'on n'écoute même plus, Panayota est femme au foyer. Elle partage son temps entre les tâches domestiques et la lecture de l'horoscope, qu'elle déchiffre difficilement. Le chômage prolongé de son mari, la hausse des prix, la fonte de toutes leurs économies, la contraignent, pour la première fois, à occuper un emploi salarié.

une rigueur émouvante, par un grand soin apporté à la construction vivante de son personnage. On peut, en revanche, regretter que les duretés du travail de Panayota ne soient pas assez manifestes, évoquées comme en passant, ou que la liaison entre son existence individuelle et un système social plus ample se fasse de manière moins cohérente que l'aller-retour entre la sphère familiale et celle du travail.

Sortir du foyer, pour aller où ?
Le propos féministe du drame esquisse de quoi nourrir des discussions prolongeant sa critique sociale. Être embauchée comme femme de ménage dans un centre commercial sur le point d'ouvrir, c'est découvrir un monde en dehors de la famille, et rencontrer des collègues. C'est apprendre à conduire (la voiture-aspirateur), sentir l'accomplissement de ramener son propre argent au foyer.

C'est aussi se voir reconnaître dans un travail salarié pour des tâches jusque-là toujours faites sans un merci, ni un euro. Même si c'est une misère que l'on gagne en accumulant les heures supplémentaires. Même si, hors du foyer, Panayota rencontre l'exploitation capitaliste à visage découvert, la rapacité patronale, les vertiges de fatigue, et les copines qui partent, virées les unes après les autres, rarement remplacées. Mais que peut-on y faire ? Un travail comme ça, un travail à soi, c'est trop important pour le risquer en se battant pour les autres. Et si on travaille dur, il n'y a rien à craindre. Non ?

Gaspard Janine

Itinéraire paradoxal

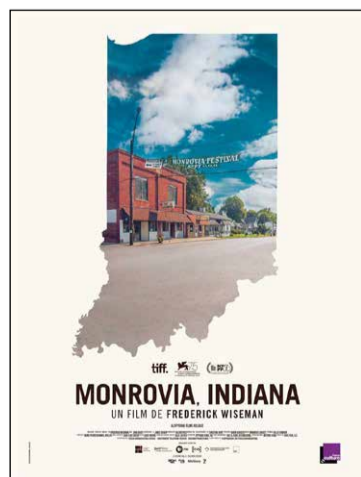
Au travers de la vie de cette travailleuse grecque, qui aurait pu être de partout, et qui desserre la dépendance à son mari en tombant dans l'exploitation par le capital, le film montre avec une grande justesse comment l'état du sexisme s'enracine dans les rapports de production capitalistes. Cet itinéraire paradoxal, forcément inabouti, montre une promesse d'égalité que le capitalisme est incapable de tenir. C'est toute la force de ce film de savoir développer son propos avec

Cinéma

Monrovia, Indiana, de Frederick Wiseman

Documentaire étatsunien, 2h24, sorti le 24 avril 2019.

Ce documentaire est l'aboutissement d'une œuvre magistrale débutée en 1967 avec *Titicut Folies*, mais surtout avec *High School* (1968) où Frederick Wiseman ausculte une école pour la classe moyenne blanche de Philadelphie.



Univers formaté et plat

Le travail de Frederick Wiseman s'est, pour l'essentiel, concentré sur l'Amérique, dont il explore les diverses facettes avec un regard critique permanent, mettant en lumière le décalage entre les discours, le mythe, et la réalité faite de violence, de formatage des consciences, d'idéologie raciste et discriminatoire, d'exclusion. Pas étonnant que ses productions aient eu à subir de multiples formes de censure, interdiction à la diffusion, procès, etc. Il y a un style Wiseman, une photo très soignée, une caméra plantée

proche de ses sujets, des mouvements lents, pas de voix off, pas de sous-titrage. Un gros travail de montage de plusieurs mois suit la réalisation du film. Le spectateur doit commencer par apprendre

où il se trouve, à comprendre la problématique du documentaire, en regardant, en écoutant ce qui se dit (ou ne se dit pas) sur l'écran. Cette fois-ci, Wiseman s'est installé dans une petite ville de l'Indiana, Monrovia, 1400 habitantEs, à une demi-heure d'Indianapolis. Une population blanche à 94% qui vote républicain depuis toujours, et dont l'activité principale se partage entre la production de céréales et la religion. C'est saisissant de conformisme, de soumission, de dérisoire. On cherche en vain une étincelle de révolte dans cet univers formaté et plat. La séquence du mariage est probablement celle qui donne le plus le sentiment de vertige face à l'aliénation. Un petit bémol : c'est une prouesse technique de montrer le vide pendant près de 2h30, mais il y a un risque de décrochage pour les spectateurEs.

JMB

Essai

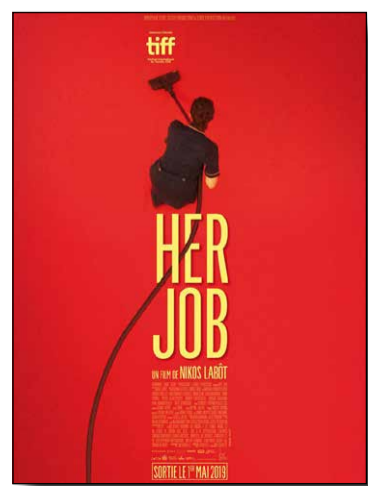
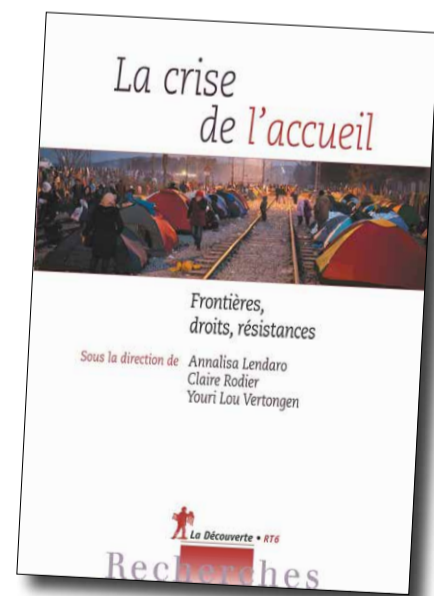
La crise de l'accueil: frontières, droits, résistances

Sous la direction de Annalisa Lendaro, Claire Rodier et Youri Lou Vertongen, éditions la Découverte, 350 pages, 25 euros.

« Au-delà du seul règlement Dublin qui en est l'emblème, on constate que les politiques conduites dans les domaines de l'immigration et de l'asile non seulement traduisent un décalage croissant entre les principes de droit international, qui engagent tous les pays européens, et le traitement réservé en pratique aux exilés et aux migrants, mais induisent une perception biaisée voire hostile du fait migratoire par l'opinion publique, qui nourrit l'idée de "crise", volontiers instrumentalisée par certains dirigeants européens. » Dans l'introduction de l'ouvrage qu'il et elles ont coordonné, Annalisa Lendaro (sociologue), Claire Rodier (juriste) et Youri Lou Vertongen (politiste) questionnent l'idée en vogue de « crise migratoire », établissant que ladite crise est une notion politiquement construite, visant à faire porter la responsabilité de la « crise » sur les migrantEs eux-mêmes et à considérer le fait migratoire comme une menace.

De quelle crise parle-t-on ?

Un discours particulièrement dangereux que l'ouvrage, qui regroupe une douzaine de contributions, entend déconstruire, au moyen d'approches pluridisciplinaires, d'enquêtes de terrain et de mises en perspective qui permettent de comprendre que la « crise » n'est pas nécessairement là où on le pense. Crise de l'accueil ? Crise des frontières et de leur gestion ? Crise de la solidarité ? Du Royaume-Uni à la Grèce, de l'Allemagne à la Hongrie, de Calais à Lampedusa, les enquêtes des universitaires et journalistes qui ont nourri ce solide ouvrage nous permettent non pas de nous « mettre à distance » des situations tragiques et des politiques qui les perpétuent, quand elles ne les amplifient pas, mais d'en comprendre les ressorts et les enjeux. De la « gestion meurtrière des frontières » aux expériences de solidarité en passant par la production de catégories et de mots (« réfugié », « passeur », « migrant économique ») qui obscurcissent davantage qu'ils n'éclairent le réel, les travaux compilés dans le livre offrent des points de repères, des clés de compréhension, mais aussi des arguments pour toutes celles et tous ceux qui refusent de se résigner face au discours de la « crise migratoire » et face à la vague réactionnaire et xénophobe qui traverse toute l'Europe. J.S.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Des événements comme l'incendie de Notre-Dame sont la conséquence logique de la baisse continue des moyens humains et budgétaires »

Entretien. Nous avons rencontré **Élisa Stein***, conservatrice-restauratrice du patrimoine, pour évoquer avec elle l'incendie de Notre-Dame et ses suites.

L'incendie de Notre-Dame était-il évitable ?

Bien entendu les raisons précises du départ de cet incendie ne sont pas encore connues. Mais nous pouvons d'ores et déjà privilégier la thèse de l'accident, sans doute en lien avec les travaux de restauration en cours au niveau de la flèche. Honnêtement je suis effarée de voir toutes ces thèses complotistes surgir... Et d'autant plus qu'une bonne partie d'entre elles s'appuient sur la croyance qu'« un monument public aussi important que Notre-Dame ne peut pas prendre feu comme ça, par un bête accident »... Au contraire, toutes les professionnelles de la conservation et du patrimoine vous diront que malheureusement, si ! Ce n'est pas une surprise, et ce n'est ni la première ni la dernière fois que notre patrimoine se retrouve détruit ainsi à cause du désinvestissement global des politiques publiques sur ces questions. Je dirais presque que ce type d'accident était même prévisible... De tels événements sont la conséquence logique de la baisse continue des moyens humains et budgétaires. Et Notre-Dame est loin d'être un cas isolé. La Bibliothèque nationale Richelieu a déjà subi trois départs d'incendie depuis le début de ses travaux et l'État supprime aujourd'hui la présence permanente des pompiers sur le site alors que les collections conservées sur place sont d'une valeur patrimoniale inestimable... Plusieurs études démontrent que la majorité des nombreux incendies ayant pris sur des monuments historiques démarraient sur un chantier. La fédération nationale des pompiers avance d'ailleurs quant à elle plutôt le chiffre de 90 % (!). Les mesures de sécurité exigées par la loi sont pensées pour faire le plus d'économies possible, humaines et financières, et sont largement insuffisantes...

Quelle est la responsabilité de l'État dans cet accident ?

La responsabilité de l'État est totale... Déjà parce qu'il en est propriétaire, et ensuite parce que Notre-Dame fait partie des édifices classés sur la liste des monuments historiques. Ce statut implique un certain nombre de responsabilités et de devoirs de la part de l'État, notamment dans le cadre de sa sauvegarde et de sa protection. Bien sûr il y a eu des négligences concrètes. Mais les responsabilités ne sont pas à chercher et à pointer dans d'éventuelles erreurs individuelles... mais bien du côté d'une politique globale et d'une somme de responsabilités collectives au sommet desquelles se trouve celle de l'État, responsable de la sécurité du site et maître-d'œuvre des travaux en cours.

Mais alors, doit-on se réjouir de voir les millions pleuvoir pour la reconstruction ?

Ça dépend de quel argent on parle... Je suis, comme beaucoup de monde, et particulièrement en tant que restauratrice, touchée de voir les gens donner, dans la mesure de leurs moyens, pour



la sauvegarde du patrimoine. Des milliers de gens ont été sincèrement touchés et émus de voir une part de notre histoire partir en fumée... et dans une période où le gouvernement nous explique que les métiers de la culture et du patrimoine coûtent aussi « un pognon de dingue » et qu'on a d'autres priorités, ce sont des éléments importants à rappeler ! Mais ce n'est pas la même affaire que les « dons » versés par les familles Pinault, Arnault et Cie. Honnêtement je trouve ce déballeage proprement scandaleux. Surtout venant d'entreprises qui sont les plus grands voleurs et profiteurs de l'argent public, soit par les millions d'euros qui échappent aux impôts qu'ils devraient payer en France, soit par les déductions monstrueuses dont ils bénéficient grâce à leur statut de grands mécènes et « amis des arts ».

D'ailleurs sur le fond le problème demeure : c'est à l'État de financer la conservation de notre patrimoine public ! Avant l'incendie on estimait à 150 millions d'euros le coût de la restauration complète de Notre-Dame. Un montant que l'État n'a jamais été disposé à trouver. Même la restauration en cours de la flèche avait été financée par des donateurs privés. On nous dit qu'il n'y a pas « d'argent magique ». Alors que les milliards pleuvent pour le CICE ou pour l'organisation des JO à Paris. Même la proposition d'Hidalgo de verser 50 millions pour Notre-Dame a quelque chose d'indécemment, alors qu'elle a baissé les budgets de restauration du patrimoine de la ville depuis son arrivée (15 millions par an) et que par ailleurs ce fric aurait pu servir à développer des places d'accueil pour les populations les plus précaires ou pour l'accueil des migrants, etc. Je suis pour rappeler que la sauvegarde du patrimoine n'est jamais à mettre en regard avec les vies humaines et des questions sociales... Mais je suis aussi pour rappeler qu'une autre répartition des richesses permettrait de financer tout cela à la fois. L'accès à la culture et la préservation du patrimoine participe d'un choix de société égalitaire et émancipatrice.

Est-ce que le délai de cinq ans paraît raisonnable pour les professionnels ?

La seule phase de stabilisation, de démontage et d'évaluation du diagnostic risque de prendre plus d'une année... Comme vous l'avez assez largement entendu dans les médias et comme le bon sens vous le dicte : non ! Ce délai est complètement farfelu. Les professionnels évoquent plutôt aujourd'hui un chantier qui s'étalerait sur 10 ans. Enfin ça, c'est en comptant sur des budgets et des

investissements constants de l'État sur toute la durée des travaux, avec l'embauche de professionnels en quantité suffisante, le choix de matériaux stables et adéquats, etc. Mais ce délai n'est pas seulement irréaliste, il est également dangereux... Il laisse entendre des choix problématiques pour la sauvegarde à long terme de Notre-Dame et pour le respect de son intégrité matérielle et historique. Il paraît que même Stéphane Bern est inquiet ! D'ailleurs l'horizon des 5 ans est clair... C'est celui de pouvoir rouvrir la cathédrale aux visites pour l'organisation des JO de 2024 de Paris. Une entreprise probablement désintéressée de tout enjeu financier donc... qui ne respecte absolument pas le temps nécessaire de la restauration (et non pas de la « reconstruction »).

Mais les professionnelles n'ont pas été consultées dans l'élaboration de ce calendrier ?

À aucun moment ! La première chose à rappeler c'est la difficulté pour nous à nous exprimer publiquement à cause du « devoir de réserve », même si un certain nombre d'entre nous ont commencé à le faire, dans les médias, par le biais de pétitions qui ont largement circulé et également de manière collective par le biais de nos associations professionnelles. D'où mon anonymat pour vous répondre !

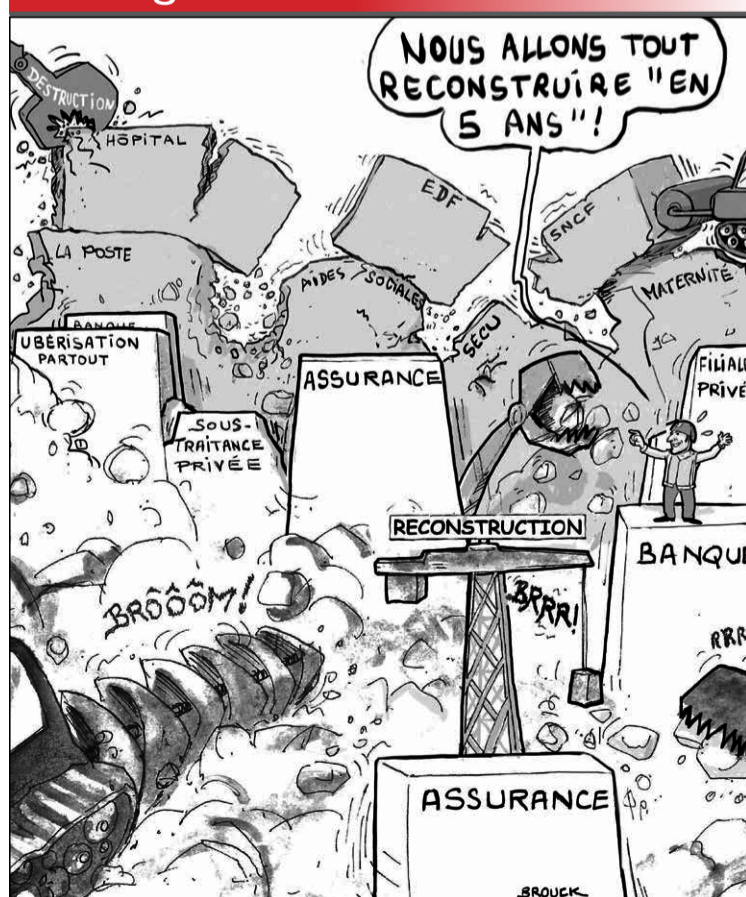
Le communiqué de la FFCR [Fédération française des professionnels de la conservation-restauration], qui a été un peu repris, pointait l'absence de consultation des professionnelles et la surdité de l'État, et le mettait en garde dans les choix de restauration et de reconstruction à l'avenir. C'est également le cas d'une lettre au président signée par de nombreux professionnelles, y compris à l'international qui demande notamment la prise en considération et l'association des professionnelles à ces décisions. Tout le contraire de ce qui a été fait jusque là ! C'est la première fois que la profession s'exprime de manière aussi publique sur les dysfonctionnement et le manque de budget des politiques de conservation patrimoniale.

Quels enjeux politiques autour de cet événement ?

L'incendie de Notre-Dame aura été l'occasion de toutes les récupérations, depuis le gouvernement jusqu'aux identitaires... Je crois pour ma part que de tels accidents devraient nous rappeler les conséquences de l'absence de financement que subissent l'ensemble des secteurs de la fonction publique. Certains avec des conséquences bien plus tragiques que pour le patrimoine, c'est évident, comme pour la santé par exemple... Malgré tout un événement de l'ampleur de celui-ci devrait pouvoir servir d'électrochoc. Cela nous rappelle que, n'en déplaise aux nationalistes de droite ou de gauche, Notre-Dame témoigne d'une histoire des échanges internationaux, d'une histoire populaire de Paris et de l'enjeu d'une réappropriation collective de notre patrimoine. Enfin, les choix absurdes du gouvernement nous rappellent l'enjeu qu'il y aurait à défendre une gestion des politiques culturelles sous contrôle collectif de la population et des professionnelles !

Propos recueillis par Manon Boltansky
*Le nom a été changé à la demande de l'interviewée.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

DES MILITANT-E-S DE LA CGT ASSURENT LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC.

EDF avait prévu de le faire en 2019, mais a atteint son objectif dès 2018 : le producteur historique d'électricité a désormais fermé toutes ses boutiques. Vous voulez obtenir un renseignement sur votre facture, changer d'abonnement, vous procurer une attestation de domicile ? Il va falloir le faire par téléphone ou sur internet. Adieu l'accueil physique, place à la « dématérialisation ». Quoique Nicolas Noguès, secrétaire de la CGT énergie 93, y voie plutôt une « déshumanisation ». Bien décidés à maintenir le lien avec les usagers, lui et d'autres agents d'EDF et d'Enedis ont décidé de rouvrir la boutique que l'opérateur avait fermée en mars 2018 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). En novembre, ils se sont procuré une clé et ont réinvesti le site. Les bureaux étaient toujours là, ainsi que les imprimantes, la machine à carte bancaire, etc. Ils ont donc repris l'accueil des usagers presque comme avant, se relayant pour maintenir des horaires normaux, cinq jours par semaine. Très vite, plusieurs centaines de personnes ont poussé la porte de la boutique, souvent après avoir tenté, en vain, de passer par la voie dématérialisée pour régler leurs problèmes.

Dans un rapport publié en janvier, le Défenseur des droits note que la dématérialisation se traduit « pour beaucoup d'usagers par un véritable recul de l'accès à leurs droits ». Car tout le monde n'est pas en mesure de mener ses démarches sur internet ou par téléphone, parfois pour de simples raisons matérielles : « L'accès effectif aux procédures dématérialisées nécessite l'accès facile et simple aux équipements nécessaires pour réaliser les démarches. Or, 19 % des Français n'ont pas d'ordinateur à domicile et 27 % d'entre eux n'ont pas de smartphone. » Et puis, il y a les aptitudes de chacun à manier la souris, surfer sur le net, savoir utiliser un scanner (et en posséder un), maîtriser les procédures en ligne... [...]

EDF n'est pas le seul à vouloir désertir La Courneuve : il ne reste qu'un des trois bureaux de poste, la CAF n'ouvre plus que deux jours par semaine, la CPAM est de plus en plus souvent fermée... Ici, comme dans de nombreux territoires, « dématérialisation » signifie souvent « désertion ». EDF ne semble pourtant pas douter de son évolution : à la demande de ses dirigeants, une entreprise de déménagement a vidé la boutique dans la nuit du 3 au 4 janvier. Depuis, les agents reçoivent toujours les usagers, mais sur leur propre mobilier, et à l'aide de leurs propres téléphones.

Nicolas Bérard, « Une "ZAD" du service public à La Courneuve », *l'Âge de faire*, 3 mai 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèques à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|-------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Hebdo | 6 mois 28 € / 1 an 56 € | Hebdo | 6 mois 20 € / 1 an 40 € |
| Mensuel | 6 mois 22 € / 1 an 44 € | | |
| Hebdo + Mensuel | 6 mois 50 € / 1 an 100 € | Hebdo + Mensuel | 6 mois 38 € / 1 an 76 € |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert | | 3 mois 10 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|-----------------|--------------------|---------------------------|--------------------|
| Hebdo | 14 € par trimestre | Hebdo | 10 € par trimestre |
| Hebdo + Mensuel | 25 € par trimestre | Hebdo + Mensuel | 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org